

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La crise et la généralisation du capitalisme à crédit (page 3)
- La crise et les deux restructurations du capitalisme (page 8)
- La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère (page 17)
- La crise générale du capitalisme (1950) (page 23)
- La forme de la seconde crise générale du capitalisme (page 47)

SEPTEMBRE 2020



6

Aux yeux de la Banque de France, dans un rapport de septembre 2020, « le niveau d'activité de fin 2019 serait retrouvé début 2022 ». Cela signifie que les années 2020 et 2021 seraient, en quelque sorte, des années blanches, qui ne compteraient pas pour le capitalisme. Elles ne formeraient qu'une étrange parenthèse provoquée par le covid-19 qui se voit réduit à une catastrophe naturelle relevant de l'aléatoire. Au début 2022, les emplois qui ont été détruits en 2020 seraient tous réapparus, comme par miracle ; tout recommencerait alors comme avant.

Raisonnement ainsi, c'est réduire le capitalisme à une économie, alors que c'est un mode de production. En réalité, le covid-19 est directement la conséquence du bouleversement villes-campagnes provoqué par le mode de production capitaliste et, qui plus est, le mouvement interne du capitalisme n'est pas linéaire : deux ans représentent une période très longue en termes de contradictions internes.

Celles-ci sont innombrables, allant de l'endettement faramineux des entreprises, de l'État et des ménages... aux affrontements pour le repartage du monde, en passant par les remises en cause politiques, les troubles sociaux, la combativité ouvrière, les déchirures dans les tissus sociaux, le caractère insupportable des villes, etc. Tout cela forme le panorama de la crise générale du capitalisme.

Éditorial

Et, on l'aura compris, les capitalistes se donnent deux ans. Il faut qu'au début 2022, tout soit remis sur pied. C'est leur objectif ; il faut que tout ce qui s'est passé n'ait été qu'un aléas sans conséquence. La solution toute trouvée du côté capitaliste, c'est bien entendu le crédit. On ouvre les vannes du crédit, à tous les niveaux, pour forcer le redémarrage. Le reste, on verra après.

Ce qui compte pour la bourgeoisie, c'est d'empêcher l'émergence de l'antagonisme sur le terrain d'un capitalisme en partie affaibli, désorganisé, désarticulé même. Il va y avoir des espaces pour les luttes de classes : la bourgeoisie veut donc assécher le terrain de toute rupture, stopper toute affirmation de la nécessité du dépassement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Aux cadres communistes d'approfondir leur niveau pour être à même de jouer leur rôle historique dans la période à venir, celle d'une intense lutte de classes, rétablissant le face à face ouvert des deux protagonistes de notre époque, la bourgeoisie et le prolétariat.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

LA CRISE ET LA GÉNÉRALISATION DU CAPITALISME À CRÉDIT

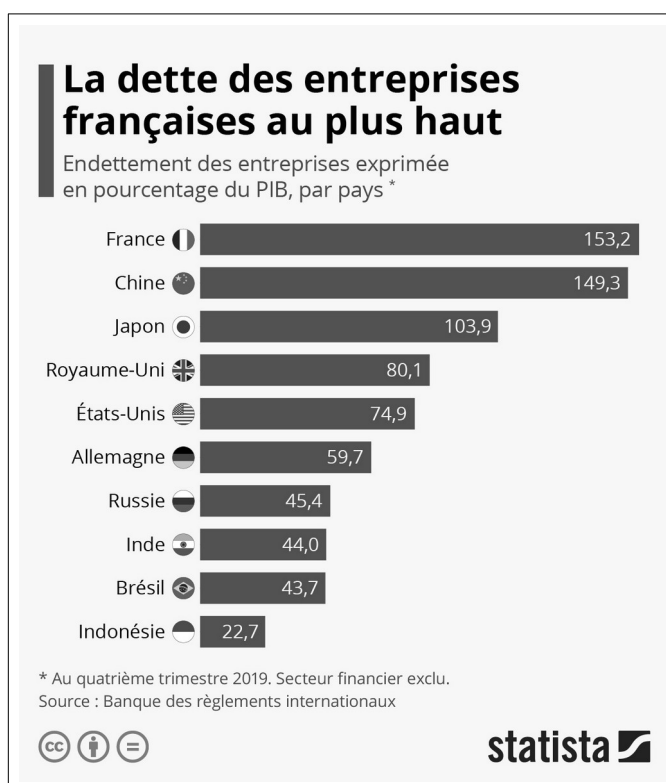
La *McDonald's Corporation* est un monstre capitaliste bien connu ; elle est toujours présentée comme un immense succès. Elle a pourtant une dette de... 31 milliards de dollars. Son succès est artificiel : au moyen d'une nourriture de basse qualité manipulant les goûts naturels, elle a conquis des parts de marchés au moyen de l'ouverture de magasins à marche forcée, au moyen d'emprunts. C'est une construction qui ne repose sur rien de solide.

AT&T a... 191 milliards de dollars de dette, Verizon 136 milliards de dollars, Ford 159,7 milliards de dollars, General Electric 111,7 milliards de dollars... Coca Cola a 45,5 milliards de dollar de dettes, DuPont 40,5 milliards de dollars, Procter & Gamble 30,3 milliards de dollars...

Apple a 100,4 milliards de dollars de dette, Microsoft 74,9 milliards de dollars, Walmart 75,4 milliards de dollars, Amazon 58,5 milliards !

Cette tendance n'est, évidemment, nullement qu'américaine. La Pemex mexicaine a 104,8 milliards de dollars de dette, le Evergrande Group chinois a 100 milliards de dollars de dette, la Anheuser-Busch InBev belge a 95,8 milliards de dollars de dette, la Softbank japonaise 93,4 milliards, la Volkswagen allemande 192 milliards...

Les entreprises françaises, à la mi-2020, ont quant à elles une dette de 2 000 milliards d'euros. Leur situation est parmi les plus catastrophiques du monde. Voici des chiffres pour fin 2019, la situation ayant bien entendu empiré.



Ce qu'on a ici, au-delà de la situation française particulière, c'est bien entendu une dépendance au capital pour faire quoi que ce soit de capitaliste, avec une interpénétration immense entre le capital bancaire et le capital financier. Impossible de faire quelque chose ayant une certaine envergure sans un apport significatif de capital.

Cela est vrai pour tout le monde – pour l'État, dont la dette équivaut en France à un an de PIB... et pour les entreprises. Et il faut ajouter à cela les dettes des ménages, qui est très importante également, notamment en France.

Taux d'endettement des ménages (en % du PIB et du RDB) $\dot{W}$					
	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20
États-Unis	102,5	102,6	102,9	103,0	103,6
	130,5	130,6	130,8	131,0	131,2
Japon	58,8	58,7	58,7	59,1	59,3
	99,9	99,6	100,4	100,9	101,1
zone euro (ZE)	57,5	57,7	57,8	57,8	58,3
	93,2	93,4	93,5	93,8	93,7
dont Allemagne	53,6	54,0	54,4	54,5	54,9
	83,9	84,4	84,8	85,0	85,3
France	59,6	60,1	60,8	61,4	62,3
	95,1	95,8	96,8	97,6	98,0
Italie	40,9	41,2	41,2	41,2	41,6
	60,9	61,3	61,4	61,6	61,6
Espagne	58,4	58,7	57,4	56,9	56,9
	94,3	94,4	92,4	91,5	90,8
Royaume-Uni	83,1	83,3	83,7	83,7	84,3
	119,8	120,3	121,2	121,6	122,0

Si les entreprises ont un endettement de 120-150 % du PIB, l'État d'autour de 100 %, les ménages d'autour de 60 %... Alors on est déjà à trois fois le PIB, ce qui ne veut rien dire tellement la question prend une dimension exponentielle.

En fait, sur la base capitaliste, un tel endettement est irrattrapable. Il ne peut pas y avoir une dynamique telle que l'économie devient trois fois ce qu'elle est. La seule réponse est quantitative, par la prise de marché à d'autres, au moyen de la guerre impérialiste.

On a pourtant vu que les États des pays impérialistes ont littéralement arrosé les entreprises de prêts. Ces États sont pourtant conscients de la situation : ils ont eux-mêmes un budget très serré, ils savent que les entreprises sont endettées massivement... et pourtant ils ont encore plus chargé la barque.

Cela nécessite une explication. Elle est simple : de manière dialectique, il faut saisir qu'il y a dette et dette.

Dans le premier cas, une dette correspond à un prêt réel. Une entreprise voit un marché de disponible, mais manque de fonds. Elle emprunte alors et avec les moyens alloués par le crédit, lance ses opérations. Le crédit est remboursé et au fur et à mesure, à moins que l'ensemble n'échoue et à ce moment-là celui qui a prêté l'argent ne rentre pas dans ses fonds.

Cependant, le processus a été réel. L'argent a été réellement dépensé pour se procurer des biens, que ceux-ci aient pu servir correctement ou pas dans la perspective de l'entreprise capitaliste ; l'argent dépensé provient d'ailleurs lui-même d'activités capitalistes tout aussi concrètes, fondées sur l'exploitation des travailleurs.

C'est la dette au sens étroit, réel, si l'on veut.

Il y a toutefois l'autre type de dette, celle qui se résume à une ligne de compte. Lorsque l'État distribue des milliards, il ne les a pas forcément. C'est pareil pour la Banque Centrale Européenne. L'idée est ici de prêter un argent qui n'existe pas encore, mais qui apparaîtra... si on le prête auparavant.

En clair, l'État se dit : les entreprises ont besoin de fonds, je leur en prête, cela va relancer l'économie, il y aura donc des rentrées dans les caisses de l'État et je vais alors gagner l'argent que j'ai prêté de par le passé, tout rentrant dans l'ordre. C'est la démarche par exemple de l'État français ; les Prêts Garantis par l'État – PGE – de l'État français étaient déjà de 116,6 milliards fin juillet et doivent atteindre 300 milliards pour l'année 2020 dans son ensemble.

On tombe alors cependant sur un problème fondamental, qui a donné naissance à pas moins que le *Le capital* de Karl Marx. Quelle est en effet la dynamique du capitalisme ? S'agit-il d'initiatives séparées, isolées, confluant... ou bien l'ensemble est un mouvement diffus, contradictoire et inégal ?

C'est que, en fait, pour les capitalistes, il faut par principe, en général, quelque chose d'isolé, avec un début et une fin, dans un cadre délimité, fermé. Il n'y a pas, comme dans le matérialisme dialectique, un mouvement général inévitable, unifié et contradictoire, éternel et infini.

De ce fait, pour les capitalistes, il y a l'image suivante du capitalisme : un jour, le premier capitaliste arrive, emprunte à crédit on ne sait comment un argent « en trop », paye des ouvriers (qui n'existent alors pas encore en tant qu'ouvriers), vend la production... sur un marché qui n'existe pas encore, à crédit puisque les gens n'ont pas d'argent pour acheter des choses en plus par rapport à d'habitude, et le capitalisme serait lancé.

Dans *Le capital*, Karl Marx note que :

« L'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands.

Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (*previous accumulation*, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit la pomme, et voilà le péché qui fait son entrée dans le monde. On nous en expliqué l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde (...).

Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle.

Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui.

Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois. L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre. »

Le capitalisme prétend être naturel et ne peut assumer de provenir d'une expropriation. Aussi, la production de richesses ne peut s'expliquer, pour les capitalistes, que par le crédit

perpétuel, payé par le « rattrapage » dans la production et la consommation. Les capitalistes, qui n'avaient pas commis, dans les faits, lors de leur émergence, les mêmes erreurs que les conquistadors, ont sombré dans la décadence une fois qu'ils se sont développés et pour se justifier ils adoptent une même fuite en avant dans une mystique d'une richesse venant « d'ailleurs » et qui débloquerait tout.

Une telle conception est simplement idéaliste et ne prêterait pas à la confusion s'il n'y avait justement eu une formidable accumulation du capital qui s'était imposée. On passe alors du mythe du crédit comme « cause » du capitalisme à l'idéologie du capitalisme à crédit.

Ce phénomène est ce qui a amené les Etats des pays impérialistes à fournir en masse des crédits aux entreprises ; en apparence, c'est institutionnel et indépendant du capital, en réalité c'est subordonné à la vision du capital lui-même, du capital conquérant de l'époque impérialiste qui a façonné à son image tous les capitalistes.

Le capitaliste moderne, de l'époque menant directement à la crise générale du capitalisme n'essaie pas de former une production efficace ; il ne vise pas à l'autonomie de son « empire », il n'est plus *un entrepreneur*. Il voit comment il peut emprunter pour à la va-vite établir une production permettant une consommation régressive sur le plan du contenu, mais en expansion car visant très haut ou très bas au sein de la société.

C'est le capitaliste qui monte son kebab dans le centre d'une petite ville, c'est le capitaliste ouvrant sa pâtisserie bio et bobo dans un quartier branché. C'est le capitaliste qui s'établit comme détaillant multi-marques dans l'habillement branché comme les Dover Street Market à Londres, New York, Pékin, Tokyo, c'est le capitaliste montant un projet immobilier ciblé dans tel quartier périphérique d'une ville.

On trouve chaque fois l'emprunt comme moteur et non plus l'activité capitaliste en tant que telle. Ce n'est plus l'emprunt qui soutient l'activité, mais l'activité qui soutient l'emprunt, avec l'idée que la masse empruntée peut « débloquer » une expansion capitaliste.

La *McDonald's Corporation* est l'exemple même de ce phénomène, qui se caractérise évidemment par le principe des chaînes et des groupes. De la même manière, 12 groupes de laboratoire médicaux touchent en France plus de la moitié de la population ; 80 % des pharmacies d'Ile-de-France relèvent d'un groupement, etc.

De manière dialectique, la dette a concrètement pris une nouvelle forme : elle est devenue une norme. Le capital est tellement accaparé par de grandes puissances financières que tout développement se fait, dans les faits, à crédit, par le crédit, pour le crédit. Cela est vrai pour le couple achetant un appartement en périphérie de Paris, pour une grande entreprise automobile ou pour l'État devant payer ses fonctionnaires.

Le principe même de mettre de côté est devenu dépassé – et même s'il ne l'est pas, il l'est tout de même : Apple dispose d'un immense cash, mais emprunte quand même sur le long terme, à 30 ans. L'entreprise dispose ainsi de 200 milliards de dollars en propre, mais préfère par exemple payer 3 % d'intérêt sur 7 milliards de dollars sur 30 ans. Il est prétendu que c'est parce que le crédit est peu cher. En réalité, c'est par souci de s'insérer dans le circuit capitaliste faisant que, de toutes façons, il faut toujours plus emprunter, avec comme espoir de toujours avancer et d'asphyxier les autres. Le capitalisme à crédit est devenu une norme.

On comprend ici que c'est une boucle. Comme on emprunte, il faut rembourser. Or, même si le taux du crédit est prétendument bas, la concurrence est immense. Il faut donc obligatoirement produire soit des choses très mauvaises à bas prix, soit des choses satisfaisant les couches sociales oisives, qui sont prêtes à mettre 700 euros dans des chaussures de sport pour parader dans les rues. Il faut impérativement chercher à se renforcer au moyen de regroupements, pour s'appuyer mutuellement dans la concurrence, tout cela pour être davantage capable de servir le crédit.

80 % des enseignes McDonald's en France consistent en des franchisés et ce principe de la franchise est exemplaire de cette soumission au grand capital pour chercher, de manière concurrentielle et monopolistique en même temps, à vendre des produits en grande masse. Monceau fleurs, Speedy, Cash express, Bricorama, de Neuville, Léon, Norauto, Au Bureau, Générale d'optique, Picard, Subway, Pomme de pain... sont des exemples, parmi d'autres innombrables, de la systématisation du crédit.

Ce n'est plus un capitaliste isolé qui emprunte pour réussir, mais un capitaliste isolé qui s'insère dans une dynamique plus large qui relève directement du crédit. Formellement, le capital bancaire ne possède pas la boutique de Pomme de pain pour laquelle le capitaliste isolé a emprunté. En pratique, le capitaliste isolé est totalement soumis au capital bancaire.

Et même lorsqu'il aura fini de rembourser, il devra relancer un crédit pour pouvoir continuer à grandir, dans un contexte de concurrence généralisée, alors que cette concurrence dépend d'une superstructure monopolistique, impérialiste, existant au-dessus d'elle.

En fait, toutes les activités capitalistes qui se développent sont passées sous la coupe du capital bancaire, entremêlé au capital industriel ; toute la base capitaliste court derrière la superstructure impérialiste qui a elle seule les moyens capitalistes de permettre un développement.

Bien naïfs sont d'ailleurs ceux qui pensent que les lois sur le bien-être animal vont dans le sens des animaux : elles sont un moyen de renforcement des exigences techniques pour forcer aux regroupements, aux crédits. C'est d'ailleurs la fonction des réglementations de l'Union Européenne visant à uniformiser et élever le niveau d'exigence dans tous les domaines.

Avec l'irruption de la seconde crise générale du capitalisme, l'ampleur de la tension au sein de ce rapport entre une base capitaliste et une superstructure capitaliste ne peut qu'atteindre des proportions gigantesques, alors que le capitalisme à crédit est considéré de manière unanime comme le seul vrai capitalisme.

On va vers une course au crédit, vers un renforcement encore plus grand du capital bancaire, alors que les États des pays impérialistes fragilisent encore plus l'édifice en prêtant des milliards qui n'existent que virtuellement. ■

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données générales sur la crise jusqu'à la fin mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sort de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des ordinateurs dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 23)
- Remarques sur la reproduction de capital et la reproduction de marchandises (page 30)
- L'effondrement d'Enghien (page 40)
- L'effondrement de Paul Boncompagni (page 47)
- À propos de la crise capitaliste en cours (page 52)

MAI 2020

1

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? (page 3)
- La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit nécessaire de la crise de surproduction de capital (page 11)
- Les « déviances » social-démocrates de l'imperialisme (et de la crise, 1930) (page 30)
- Le processus des faillites d'entreprises avec la crise (page 40)
- Notes sur les crises de confiance aux entreprises par l'État français (page 52)
- La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « crise » : la question de la régulation de la régulation (page 54)

AOÛT 2020

5

CRISE

Analyse

de la seconde crise générale

du mode de production

capitaliste

EN PDF TÉLÉCHARGEABLE

LA CRISE ET LES DEUX RESTRUCTURATIONS DU CAPITALISME

I. LA RESTRUCTURATION CAPITALISTE

A) MARX ET LA QUESTION DES RESTRUCTURATIONS

Pour Karl Marx, fondateur du matérialisme dialectique, le capitalisme est un mode de production qui correspond à la manière dont les êtres humains produisent et reproduisent leurs besoins sociaux et culturels. Un mode de production est un stade historique de développement de l'humanité, dans le cadre du développement contradictoire de la matière universelle.

En ce sens, si il existe des saut qualitatifs entre chaque mode de production, résumés dans le matérialisme historique, chaque mode de production franchit dans son développement interne des seuils.

Ces seuils correspondent à l'épuisement par chaque mode de production des possibilités matérielles qu'il développe en lui-même, jusqu'à une limite historique débouchant sur non plus un seuil d'évolution, mais un saut qualitatif, une révolution.



Comme le capitalisme a notamment ce rôle historique de développer de manière grandiose les forces productives, il ne peut que se développer en franchissant des seuils, des paliers. Au XIXe siècle, Marx rappelait déjà deux moments franchis par le capitalisme.

Le premier se fondait sur ce qu'il appelait la « subsumption formelle » du procès de travail. Cela signifie que les travailleurs, encore possesseurs de leurs outils, voire des moyens de production en général, ne sont dépendants du capitaliste qu'en la figure du marchand, qui passe des commandes et vend les productions devenus marchandises.

L'activité et les manières d'organiser la production ne sont pas encore subordonnés totalement au capitalisme. Pour cela, il faut passer un seuil dans le niveau des forces productives, seuil franchi avec des « découvertes » scientifiques.

Ce seuil est franchi avec le second moment du capitalisme, ou ce que Marx appelle à juste titre « *le mode de production spécifiquement capitaliste* » qui se fonde sur la subsumption réelle du procès de production. Marx parle de mode production spécifiquement capitaliste car il est clair que c'est avec l'entrée de la science (et de la technologie) dans la production sociale que le capitalisme va pouvoir épuiser toute sa nécessité historique progressiste.



C'est un pas en avant à la fois dans la capacité de l'être humain à organiser sa vie sociale sur une base consciente et de s'affranchir de la division bornée du travail grâce à l'abondance des biens permis par l'essor des forces productives. Tout cela forme la base matérielle à un nouveau mode production où l'être humain devient consciemment possesseur de la production et la reproduction de sa vie : le socialisme.

Mais, avant de basculer dans ce saut qualitatif, il faut que l'ancien mode de production épuise l'ensemble de sa dynamique matérielle. Marx et Engels ont saisi comment le capitalisme franchit des paliers de part sa nature « révolutionnaire » :

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux... Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement. »



Avec la domination erronée du matérialisme historique sur le matérialisme dialectique, les communistes soviétiques ont négligé cet aspect « révolutionnaire » du capitalisme. L'essor des forces productives a été vu comme débouchant en soi et mécaniquement sur le changement des rapports de production.

Cela ne veut pas dire que la thèse centrale mise en avant par Staline de la non correspondance entre niveau des forces productives et rapports de production soit fausse, mais qu'elle peut malheureusement être comprise de manière unilatérale, non dialectique.

B) LA RESTRUCTURATION N'EST PAS UNE LOGIQUE D'ORGANISATION

Dans l'approche de la question de la restructuration, il ne faut pas faire l'erreur qui fut celles des révisionnistes soviétiques (ou chinois). Cette erreur ce serait de parler de restructuration « capitaliste » et non pas de *restructuration du capitalisme*. Une telle proposition ouvre la voie aux analyses sur le « capitalisme organisé », et en particulier à la thèse d'Eugen Varga et Paul Boccarra comme quoi il y aurait une « autre gestion » possible, une « modernisation » possible dirigée par la classe ouvrière.

Cela est très important, car si l'on ne comprend pas la restructuration du point de vue matérialiste dialectique, on entre dans une fascination idéaliste pour les seuils franchis par le capitalisme. Le résultat est la conception qui veut que le capitalisme se nourrisse de ses propres crises et finit par toujours les surmonter. Cette thèse est erronée rien que par le fait que la première crise générale du capitalisme est allée de pair avec la première vague de la révolution mondiale.



Ainsi, dans une telle conception révisionniste, il n'y aurait plus besoin de perspective révolutionnaire, mais simplement d'une nouvelle « orientation », d'un nouveau consensus en faveur de la classe ouvrière en ce qui concerne le partage des richesses dans le cadre de la « nouvelle » restructuration.

Il n'y a, en réalité, pas de modernisation capitaliste du capitalisme : la restructuration du capitalisme est le processus par lequel les contre-tendances à la chute du taux de profit parviennent à stabiliser le capitalisme, en écrasant les luttes de la classe ouvrière, aux dépens de la classe ouvrière.

Marx disait :

« Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain; le moulin à vapeur la société avec le capitalisme universel »

L'essor des forces productives n'est que le reflet scientifique de l'être humain dans le cadre du développement de la matière en général. Le capitalisme ne fait ici qu'exprimer, sous sa propre empreinte historique, une tendance universelle.



Comme la nécessité de la pensée demande l'abstraction, ces seuils doivent être « fixés » et cela prend le terme de « restructuration » mais cela ne peut être vu que comme un processus inter-relié dans la dynamique générale d'épuisement-effondrement du capitalisme. Il n'y a pas d'anciens ou de nouveaux capitalismes, seulement le parcours d'un mode production qui épuise sa nécessité matérielle, historiquement déterminée.

Disons, pour faire simple que la révolution du transport de l'électricité par câbles à la fin du XIXe siècle permet le taylorisme, et que le complexe de la machine automatisée engendre le « toyotisme ». Mais c'est relatif pour le capitalisme, dont la nature est la même.

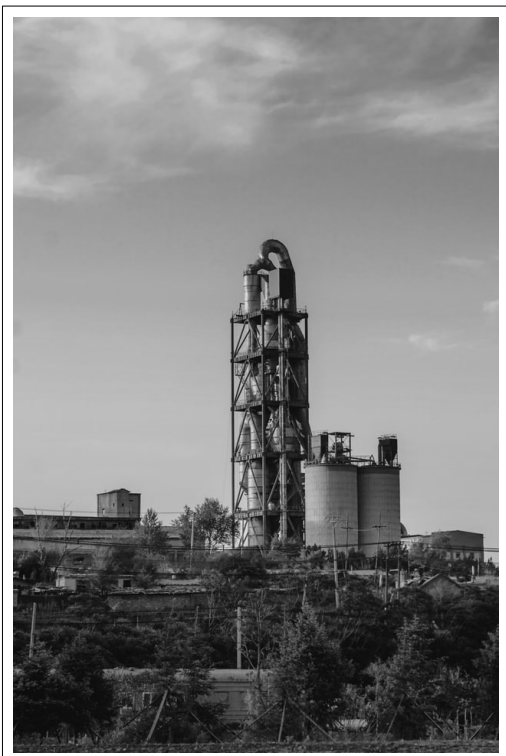
II. LA PREMIÈRE CRISE GÉNÉRALE ET LA PREMIÈRE RESTRUCTURATION

A) RATIONALISATION ET RECOMPOSITION DE CLASSE

La première crise générale du capitalisme qui a eu lieu au cœur de la Première guerre mondiale a produit une onde de choc révolutionnaire. Le résultat principal a été la victorieuse Révolution d'Octobre de 1917 en Russie. Comme le tablait à l'époque les bolchéviques, 1917 produit la première vague de la Révolution mondiale, avec des élans majeurs en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Hongrie.

Entre 1919 et 1920, l'Europe connaît une importante vague de grève. Au printemps 1919, des grèves éclatent, revendiquant selon les endroits la fin de l'intervention contre-révolutionnaire en Russie, l'amnistie des prisonniers politiques et la semaine de 40 heures. Le 1er mai à Paris se termine par des violents affrontements, avec un mort. Au moins de juin, c'est l'apogée du mouvement avec plus de 2 000 grèves, rassemblant 1,3 millions de travailleurs, dont une majorité d'ouvriers de la métallurgie.

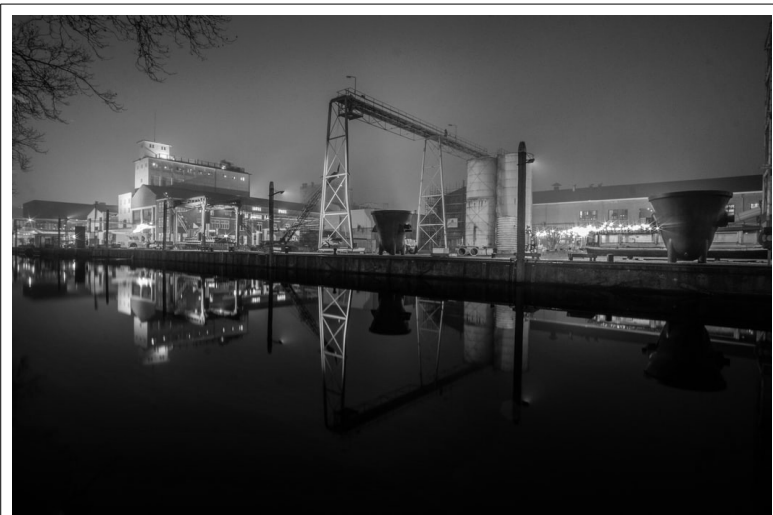
En certains endroits, les comités inter-syndicaux se rebaptisent en « comité de soviets », ce qui révèle bien tout le poids de la conception anarcho-syndicale. Dans l'ouest parisien, les usines automobiles sont le lieu d'affrontements entre grévistes et non-grévistes ainsi qu'avec la cavalerie.



C'est sous le contre-coup de cette poussée ouvrière que le capitalisme va connaître sa première grande restructuration, en s'imposant au départ dans l'automobile et la métallurgie, puis s'étendant très vite à tous les secteurs. La nouvelle organisation du travail proposée par Taylor et mise en œuvre par Henry Ford dans ses usines de Détroit vont être au cœur de la rationalisation.

En écho à la première vague de révolution mondiale, le taux de profit est grippé par la réticence de la force de travail, en écho à la première vague de révolution mondiale. La division entre conception et exécution vise à briser l'autonomie de l'ouvrier professionnel fournissant une base à la culture anarcho-syndicale. De même la mise en place du convoyeur (la chaîne) et de grilles salariales liées aux gains de productivité visent la relance du capitalisme confronté à la double crise de surproduction.

De ce point de vue, la rationalisation du capitalisme qui va s'imposer tout au long des années 1920 est une contre-tendance de la chute du taux de profit, produit interne du mode de production capitaliste.



Les communistes trouveront d'ailleurs un terrain social à leur développement dans les grandes usines automobiles de la banlieue parisienne, notamment en étant au centre de bataille contre la rationalisation. Ils seront à la tête d'une nouvelle génération ouvrière, marquée par une composition de classe précise, marquée par le lien entre l'habitat collectif de proche banlieue, l'usine concentrée et la dépossession totale de l'activité de travail.

Mais il est alors à noter qu'il y a ainsi un rapport précis entre l'élévation des forces productives permettant la rationalisation (la production

électrique pour le convoyeur par exemple) et la lutte des classes. La lutte des classes est l'aspect principal de la rationalisation, permis par l'élévation des forces productives. On a là la critique maoïste de l'importance capitale de l'idéologie et de la culture, de la mise en avant du matérialisme dialectique, pour s'opposer aux « villages fortifiés » de la bourgeoisie.

B) L'ÉPUISEMENT DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ DANS LES ANNÉES 1960-1970

Le crash de 1929 a vu une baisse du taux de profit, sans pour autant qu'une restructuration n'ait lieu en « réponse ». C'est que la première restructuration venait à peine d'être achevée. On a ainsi l'usine Renault sur l'île Séguin à Billancourt en 1929 ou encore celle de Fiat dans le quartier turinois de la Mirafiori, inaugurée en 1939.

La seconde guerre mondiale va bouleverser la situation, alors qu'il y a un élargissement de la production, une augmentation de la masse des profits après 1945 avec de nouvelles matières, de nouvelles productions, de nouveaux secteurs à exploiter.

Dans cette période, le mouvement communiste d'Europe passé sous la coupe du révisionnisme a été entièrement intégré à la « gestion » de la rationalisation, comme par exemple avec la négociation régulière des grilles de qualification salariale et la thèse du « capitalisme monopoliste d'Etat », où l'État serait devenu neutre dans sa substance, avec par conséquent le principe de le conquérir par les élections.



L'épuisement des gains de productivité, aux sens du taux de profit, gains engendré par la première restructuration, aura lieu dans la fin des années 1960, et tout au long des années 1970. En écho à la première vague de la Révolution mondiale, une nouvelle génération prolétarienne forme alors des avant-gardes

communistes qui assume la bataille pour le pouvoir, contre la nature même de la rationalisation, et non pas un partage de la gestion.

Il est évident que la baisse du taux de profit dans les années 1970 n'est pas simplement liée aux crashes pétroliers (1973, 1979) comme les commentateurs bourgeois l'affirment, mais plus directement à la lutte des classes. Le choc pétrolier augmenta les coûts de la matière première, coûts qui toutefois n'ont été que l'amplificateur d'une contradiction interne au processus de production, à savoir la baisse du taux d'exploitation de la force de travail.

C'est toute la première restructuration fondée sur la division exécution / conception qui se trouve grippée par une nouvelle force de travail enrichie subjectivement par le nouveau cycle d'accumulation post 1945 et porteuse de l'héritage combattant de la période 1920-1940.



Les ordres dans les ateliers ne passaient plus, le turn-over était trop fort, les petits sabotages réguliers, l'absentéisme particulièrement élevé, etc., cela débouchant sur toute une vague d'opposition organisée que cela soit en France de manière isolée avec la Gauche prolétarienne ou en Italie de manière approfondie et de masse avec les Brigades Rouges.

III. LA SECONDE RESTRUCTURATION COMME « BASE » DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE.

A) LE « TOYOTISME » ET LES ANNÉES 1980

Dans les années 1980-1990, le capitalisme s'est profondément transformé. Non pas qu'il ait changé de forme, de contenu ou de mode de « gestion », mais dans la mesure où il a approfondi ses propres contradictions internes sous le poids de la fatale chute du taux de profit.

Car si la première « restructuration » a été une contre-tendance visant à freiner la double crise de surproduction, il en va de même pour la « seconde » modernisation. Les gains de productivité s'épuisant avec la baisse du taux d'exploitation des travailleurs, la consommation générale ne faisait que baisser du fait notamment du choc pétrolier, bloquant l'ensemble des chaînes de valorisation. Les stocks et les équipements augmentaient sans trouver une rentabilité et les travailleurs refusaient les ordres.



Le « toyotisme » est le nom qu'a pris la seconde restructuration. Là aussi, elle est issue de l'industrie automobile et d'un ingénieur, Taiichi Ohno, dans une usine Toyota du Japon.

Faisant face à la chute du taux profit, l'institut américain du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a comparé la productivité de l'usine de Takaoka de Toyota au Japon à celle de Framingham de Général Motors aux Etats-Unis. Résultat : l'usine japonaise montait une voiture en 16 heures alors que celle de General Motors le faisait en 31 heures.



Les principes sont finalement les mêmes que le « taylorisme », mais il visent finalement une « actualisation » des ceux-ci avec l'essor des forces productives, notamment l'apparition de l'automatisation et de l'électronique.

Dans un de ses ouvrages, Taiichi Ohno se pose la question suivante : « que faut-il faire pour faire s'élever la productivité, alors que les quantités n'augmentent pas ? ». Il est clair ici que la réponse à une telle question va viser à agir sur le taux de profit et non pas sur sa masse.



L'arrivée de la machine-outils à commande numérique va permettre la restructuration, tout comme le convoyeur l'avait permis dans les années 1920. Avec un système de machinerie quasi autonome, le taux d'exploitation du travailleur va augmenter avec la flexibilité et la polyvalence des tâches, nécessitant une négociation (pseudo) « gagnant-gagnant » avec le syndicat. L'apparition des feux de couleur au-dessus de ces machineries va redéployer le contrôle de la force de travail et la vitesse de production.

Cette restructuration dans l'infrastructure a correspondu, en France, à l'arrivée au pouvoir des socialistes, car pour faire « accepter » cette restructuration, il fallait l'intégration massive des syndicats à la marche des entreprises. Les lois Auroux de 1982 ont rempli en partie ce rôle.

En fait, on peut dire que les thèses de la « seconde gauche », reprise par le parti socialiste, sur l'« auto-gestion », la « démocratie participative », la « démocratie d'entreprise » ont été le relais idéologique de la modernisation « toyotiste » de l'appareil productif, tout

comme la thèse du « capitalisme organisé » a participé de la première restructuration.

En bref, la restructuration interne au procès de production s'est étendu à l'ensemble de la dynamique d'accumulation. Car le « toyotisme » est à la fois une continuité du tayloro-fordisme en ce qu'il fait la chasse aux temps morts, mais comporte également une modernisation dans la rotation du capital avec la politique dit du « zéro stock » permis par le « kanban » (système d'étiquetage des commandes de production en amont de la chaîne).

Cette restructuration s'est ensuite étendue à l'ensemble des pays capitalistes développés de par l'avance prise par l'industrie nippone, avec notamment ses investissements en Asie du sud-est.

Ainsi les délocalisations, notamment en Chine ou en Europe de l'est dans les années 1990, ont été favorisés par cette « seconde » restructuration et ses conséquences sur la concurrence entre monopoles. La relance du capitalisme des années 1970 est la condition à la seconde crise générale qui est marquée par une nouvelle subjectivité prolétarienne.



B) RECOMPOSITION DE LA CLASSE ET RETARD SUBJECTIF

La première restructuration forme ainsi un aspect de la première crise générale et il faut bien une décennie pour que la « rationalisation » des entreprises se stabilise relativement. Cela a littéralement modelé une nouvelle subjectivité prolétarienne, formé un tissu prolétarien conforme à dynamique d'accumulation.



La seconde restructuration se déploie tout au long des années 1980, jusqu'au milieu des années 1990 disons. Il est intéressant de noter d'ailleurs que c'est sous le pouvoir de François Mitterrand que cela se passe, les socialistes jouant ici leur rôle de modernisateur du capitalisme.

La politique du « zéro stock » pour parer aux crises de surproduction de marchandises débouche sur la nécessité d'une grande flexibilité de la circulation du capital, avec pour conséquences, ses routes, ses ronds-points, ses zones industrielles encastrées à proximité de zones pavillonnaires.

C'est une refonte du tissu prolétarien, avec une modification de la composition objective de la classe. Le fait de manier une machinerie automatisée, imposant de nombreux secteurs un travail de surveillance et maintenance, implique une hausse de la qualification.

A l'inverse, des secteurs alimentaires relativement encore encastrés dans la production agricole des années 1930-1960, se sont transformés en une industrie entièrement taylorisée, dominée par les monopoles de la distribution, où les prolétaires subissent un travail à la chaîne répétitif, monotone et aliénant.

C) IL N'Y AURA PAS DE « TROISIÈME » RESTRUCTURATION

Mais, alors, les deux restructurations du XXe siècle ont-elles été une manière pour le capitalisme de parvenir à surmonter sa propre crise de rentabilité ? Voir les choses comme tel serait une grave erreur.

Il faut comprendre le réel comme quelque chose d'unifié et les restructurations obéissent à la même dynamique générale d'accumulation du capital, dont le taux de profit est l'aiguillon. Le « problème » du capitalisme est que cet aiguillon, qui ne fait que baisser sur le temps long, implique un nouvel essor des forces productives.

La bourgeoisie doit sans cesse mettre à jour les rapports de production en rapport à l'élévation des forces productives, alors que la classe ouvrière développe toujours plus sa maturité historique. La seconde restructuration est le franchissement d'un nouveau seuil qui épuise la totalité du contenu matériel et historique du capitalisme comme mode production.

Avec la rotation du capital à « flux-tendu » et la flexibilité-polyvalence interne aux entreprises, le capitalisme vient se faire superposer les deux grandes contradictions, intellectuel/manuel, ville/campagne, une contradiction unique devant se résoudre dans un changement de civilisation complet.

Cette contradiction se constate dans l'étalement urbain et la disparition de la nature, les zones industrielles sans âmes, l'enfermement dans le 24 sur 24 du capitalisme, avec sa voiture, son pavillon son supermarché, sa télévision...



La première restructuration a fait de l'opposition intellectuel/manuel une contradiction antagoniste, lorsque la seconde restructuration en a fait de même pour l'opposition villes/campagnes tout en approfondissant, au plan psychique, la première.

Le capitalisme a définitivement rempli son rôle de mode production servant le développement de l'humanité en posant maintenant comme antagonistes les deux grandes contradictions, qui sont désormais totalement interpénétrées. Les campagnes ont été massivement industrialisées et une partie du travail manuel s'enrichit de tâches qui se rapprochent d'un travail intellectuel. Le capitalisme exprime ici la tendance à l'unification et la complexification de la matière vivante humaine, par lui et malgré lui.

Car, bien sûr, tout cela se fait par une intense exploitation psychique et une plus grande aliénation faisant du prolétariat la seule classe capable de révolutionner le capitalisme de fond en comble, de faire accoucher le socialisme comme nécessité historique d'époque.

La seconde crise générale, historiquement ouverte par la crise du coronavirus Covid-19, est le prélude à la prise de conscience prolétarienne de cet enjeu historique. Le retard subjectif va être rattrapé, avec une recomposition générale du tissu prolétarien. Il n'y aura pas de « troisième » restructuration. ■

La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère

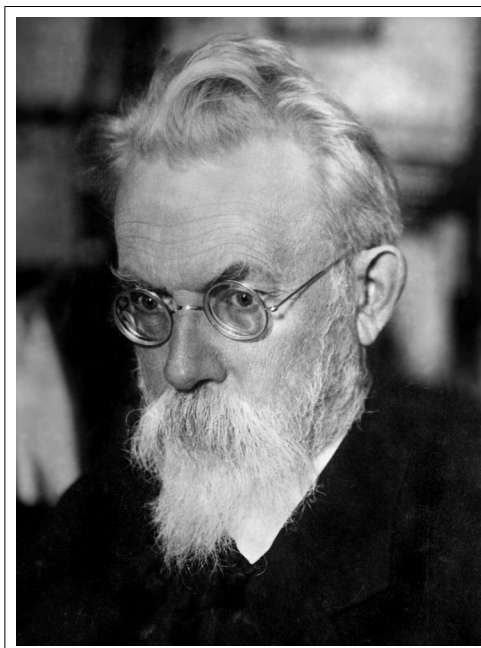
À moins d'avoir un mode de pensée totalement ancré dans les conceptions passéistes, il est évident que le Covid-19 est directement issu des activités humaines. La chose a été très claire lors de l'irruption du coronavirus, puis l'idéologie dominante s'est débrouillée pour faire disparaître des esprits cette certitude. C'est que, forcément, si on constate cela, alors on ne peut que voir que le Covid-19 n'est pas une « catastrophe naturelle » mais bien le produit du démantèlement des équilibres existant sur Terre.

Sans l'étalement urbain, sans la destruction des espaces naturels, sans les opérations à grande échelle de pillage des zones sauvages, sans l'asservissement des animaux de manière gargantuesque, la crise du Covid-19 n'aurait pas pu avoir lieu. Il n'y aurait pas eu le terrain fertile sur lequel un virus a pu prospérer et muté.

Cela ne veut nullement dire que ce virus ne se serait pas pareillement « baladé » sur la planète. Cependant, il l'aurait fait différemment, certainement pas au début du XXI^e siècle, pas en semant la mort comme il l'a fait. Le problème de base, c'est que le mode de production capitaliste parvenue à sa décadence *amène une modification accélérée et chaotique de la planète, ce qui aboutit à des échanges qui n'auraient pas dû avoir lieu sous cette forme et à ce moment de l'évolution de la planète.*

Cette modification accélérée et chaotique ne fait que confirmer la thèse du biogéochimiste soviétique Vladimir Vernadsky (1863-1945) selon laquelle les modifications directement provoquées par les êtres vivants sont devenues moins importantes que celles ayant comme source les techniques d'une humanité vivant dans le cadre du mode de production capitaliste pour la reproduction de son existence.

Vladimir Vernadsky avait raison de voir que la Biosphère – concept qu'il a mis en place scientifiquement – se voit travaillée au corps par d'intenses activités faisant irruption de manière massive et planétaire, par l'utilisation de la technique et de sources importantes d'énergie.



L'humanité a commencé, au XIXe siècle, mais encore plus au XXe siècle, sans parler du XXIe siècle, à modifier le visage de la planète. Vernadsky constatait déjà en 1928 qu'on était rentré dans une ère de transformation à grande échelle :

« Pour la première fois dans l'histoire de la Terre, la migration biogène [des atomes] due au développement de l'action de la technique a pu avoir une signification plus grande que la migration biogène déterminée par la masse de la matière vivante.

En même temps, les migrations biogènes ont changé pour tous les éléments. Ce processus s'est effectué très rapidement dans un espace de temps insignifiant.

La face de la Terre s'est transformée d'une façon méconnaissable et pourtant il est évident que l'ère de cette transformation ne fait que commencer. » (*L'évolution des espèces et la matière vivante*)



Il est évident qu'avec de tels changements, et de cette ampleur, tout développement anarchique ne pouvait qu'avoir des conséquences catastrophiques. L'une des principales raisons, c'est bien sûr la contradiction villes/campagnes, qui a pris une dimension aussi importante que celle entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Il est tout à fait intéressant de voir comment l'ONU, dans son document de juillet 2020 *Note de synthèse : la COVID-19 dans un monde urbain* paru à la mi-septembre en français, cherche à gommer cela. Alors que les villes sont le lieu obligatoire du salariat pour des masses paysannes dépossédées au niveau mondial, qu'elles forment d'immenses blocs de béton sans charme ni espaces verts, ni infrastructures sanitaires ou de transports suffisants, avec une densité contre-nature, l'ONU prétend qu'il n'y a aucune liaison entre celles-ci la diffusion massive du Covid-19.

« Les centres urbains abritant environ 90 % de tous les cas de COVID-19 signalés , ils sont devenus l'épicentre de la pandémie.

La taille de leurs populations et leur fort niveau d'interconnectivité mondiale et locale les rendent particulièrement vulnérables à la propagation du virus.

Cependant, rien ne prouve que la densité soit, en elle-même, corrélée avec un taux supérieur de transmission du virus. Les villes peuvent maîtriser cette crise de façon à en ressortir comme les pôles d'énergie, de résilience et d'innovation qui les rendent si dynamiques et attrayantes que tant de personnes choisissent d'y vivre. »

« Rien ne prouve que la densité soit, elle-même, corrélée »... Comment peut-on professer un tel mensonge, alors que tout le monde sait bien, depuis le XIXe siècle, que l'assemblage de gens dans des boîtes de béton est insupportable et source de maladies ? Il suffit de penser

au roman *Hygeia, a city of Health* (1876) de Benjamin Ward Richardson ou, dans la sphère francophone, aux *Cinq cens millions de la bégum* (1879) de Jules Verne.

Le discours du docteur Sarrasin appelant à former une cité idéale (France-ville) sonne tout à fait de manière moderne, 150 ans après la publication du roman :

Messieurs, parmi les causes de maladie, de misère et de mort qui nous entourent, il faut en compter une à laquelle je crois rationnel d'attacher une grande importance : ce sont les conditions hygiéniques déplorables dans lesquelles la plupart des hommes sont placés.

Ils s'entassent dans des villes, dans des demeures souvent privées d'air et de lumière, ces deux agents indispensables de la vie. Ces agglomérations humaines deviennent parfois de véritables foyers d'infection.

Ceux qui n'y trouvent pas la mort sont au moins atteints dans leur santé; leur force productive diminue, et la société perd ainsi de grandes sommes de travail qui pourraient être appliquées aux plus précieux usages.

Pourquoi, messieurs, n'essaierions-nous pas du plus puissant des moyens de persuasion... de l'exemple ? Pourquoi ne réunirions-nous pas toutes les forces de notre imagination pour tracer le plan d'une cité modèle sur des données rigoureusement scientifiques ?... (Oui ! oui ! c'est vrai !)

Pourquoi ne consacrerions- nous pas ensuite le capital dont nous disposons à édifier cette ville et à la présenter au monde comme un enseignement pratique... » (Oui ! oui ! -- Tonnerre d'applaudissements.)

On sait également comment Friedrich Engels procéda à une description détaillée de la formation des villes, dans son ouvrage *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre en 1844*. On y lit entre autres, avec une puissante modernité dans la caractérisation de l'anonymat sordide de la grande ville, cette désagrégation de l'humanité :

Une ville comme Londres, où l'on peut marcher des heures sans même parvenir au commencement de la fin, sans découvrir le moindre indice qui signale la proximité de la campagne, est vraiment quelque chose de très particulier.

Cette centralisation énorme, cet entassement de 3,5 millions d'êtres humains en un seul endroit a centuplé la puissance de ces 3,5 millions d'hommes. Elle a élevé Londres au rang de capitale commerciale du monde, créé les docks gigantesques et rassemblé les milliers de navires, qui couvrent continuellement la Tamise. Je ne connais rien qui soit plus imposant que le spectacle offert par la Tamise, lorsqu'on remonte le fleuve depuis la mer jusqu'au London Bridge.

La masse des maisons, les chantiers navals de chaque côté, surtout en amont de Woolwich, les innombrables navires rangés le long des deux rives, qui se serrent de plus en plus étroitement les uns contre les autres et ne laissent finalement au milieu du fleuve qu'un chenal étroit, sur lequel une centaine de bateaux à vapeur se croisent en pleine vitesse - tout cela est si grandiose, si énorme, qu'on en est abasourdi et qu'on reste stupéfait de la grandeur de l'Angleterre avant même de poser le pied sur son sol.

Quant aux sacrifices que tout cela a coûté, on ne les découvre que plus tard. Lorsqu'on a battu durant quelques jours le pavé des rues principales, qu'on s'est péniblement frayé un passage à travers la cohue, les files sans fin de voitures et de

chariots, lorsqu'on a visité les « mauvais quartiers » de cette métropole, c'est alors seulement qu'on commence à remarquer que ces Londoniens ont dû sacrifier la meilleure part de leur qualité d'hommes, pour accomplir tous les miracles de la civilisation dont la ville regorge, que cent forces, qui sommeillaient en eux, sont restées inactives et ont été étouffées afin que seules quelques-unes puissent se développer plus largement et être multipliées en s'unissant avec celles des autres.

La cohue des rues a déjà, à elle seule, quelque chose de répugnant, qui révolte la nature humaine. Ces centaines de milliers de personnes, de tout état et de toutes classes, qui se pressent et se bousculent, ne sont-elles pas *toutes* des hommes possédant les mêmes qualités et capacités et le même intérêt dans la quête du bonheur ?

Et ne doivent-elles pas finalement quêter ce bonheur par les mêmes moyens et procédés ? Et, pourtant, ces gens se croisent en courant, comme s'ils n'avaient rien de commun, rien à faire ensemble, et pourtant la seule convention entre eux est l'accord tacite selon lequel chacun tient sur le trottoir sa droite, afin que les deux courants de la foule qui se croisent ne se fassent pas mutuellement obstacle; et pourtant, il ne vient à l'esprit de personne d'accorder à autrui ne fût-ce qu'un regard.

Cette indifférence brutale, cet isolement insensible de chaque individu au sein de ses intérêts particuliers, sont d'autant plus répugnants et blessants que le nombre de ces individus confinés dans cet espace réduit est plus grand.

Et même si nous savons que cet isolement de l'individu, cet égoïsme borné sont partout le principe fondamental de la société actuelle, ils ne se manifestent nulle part avec une impudence, une assurance si totales qu'ici, précisément, dans la cohue de la grande ville.

La désagrégation de l'humanité en monades, dont chacune a un principe de vie particulier et une fin particulière, cette atomisation du monde est poussée ici à l'extrême.

Il en résulte aussi que la guerre sociale, la guerre de tous contre tous, est ici ouvertement déclarée.



Ce qui est évidemment terrible, c'est que la grande ville a englouti le monde. Non seulement la majorité de l'humanité habite dans un environnement urbain au début du XXI^e siècle, mais tout l'environnement urbain correspond aux principes de la grande ville, même sans en relever. C'est la grande ville qui amène au rond-point qu'on trouve dans des zones périphériques, loin de la grande ville, car tout mène, tout passe par la grande ville, qui est en fait le simple lieu de l'expression d'une concentration de capital, sans plus aucun rapport avec les besoins réels de l'humanité.

Même la prétention de la grande ville à produire de la culture, de par la rencontre de nombreux esprits, s'enlise toujours davantage. La diffusion du Covid-19 apparaît ici comme

le point culminant de toute une évolution aboutissant à l'effondrement des grandes villes. Friedrich Engels, dans son *Anti-Dühring*, souligne d'ailleurs que :

Seule une société qui engrène harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre selon les lignes grandioses d'un plan unique peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement et au maintien ou au développement des autres éléments de la production.

La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est donc pas seulement possible.

Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique.

Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies (...).

La suppression de la séparation de la ville et de la campagne n'est donc pas une utopie, même en tant qu'elle a pour condition la répartition la plus égale possible de la grande industrie à travers tout le pays.

Certes, la civilisation nous a laissé, avec les grandes villes, un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Mais il faudra les éliminer et elles le seront, même si c'est un processus de longue durée.

Ce processus implique, bien entendu, la compréhension par l'humanité qu'elle est une partie de la Biosphère, qu'elle ne peut agir comme elle l'entend, qu'elle n'est pas « un empire dans un empire » comme l'a souligné Spinoza. Celui-ci se lamentait de la vanité humaine, comme ici Friedrich Engels qui se moque des prétentions humaines à « diriger » la réalité matérielle générale qu'est la nature :

Bref, l'animal utilise seulement la nature extérieure et provoque en elle des modifications par sa seule présence ; par les changements qu'il y apporte, l'être humain l'amène à servir à ses fins, il la domine. Et c'est en cela que consiste la dernière différence essentielle entre l'être humain et le reste des animaux, et cette différence, c'est encore une fois au travail que l'être humain la doit.

Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences.

Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité.

Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus

grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux.

Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule. Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnerons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.

Et en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à connaître les conséquences plus proches ou plus lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature.

Surtout depuis les énormes progrès des sciences de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser.

Mais plus il en sera ainsi, plus les êtres humains non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'être humain et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé. (Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme)

Il est absolument essentiel d'engager une critique de la vie quotidienne de l'humanité, une critique qui corresponde à ses besoins naturels, à rebours de l'idéalisme diffusé par le mode de production capitaliste. L'illusion du « moi » tout puissant du consommateur est l'équivalent direct d'une humanité consommant la réalité, sans voir qu'en réalité elle se consume. ■

« Sans contraste, pas de différenciation.

Sans différenciation et sans lutte, pas de développement. »

Mao Zedong

La crise générale du capitalisme

1950

Henri Claude (1909-1994) fut dans sa jeunesse un « abondanciste » et actif dans un cercle diffusant à Rouen la conception que le capitalisme allait laisser la place à une société d'abondance et qu'en attendant il menait forcément à la guerre. Il finit par considérer que cela correspondait aux thèses du communisme, mais rejoignit d'abord les rangs des trotskistes juste avant la première guerre mondiale, puis finalement le PCF en 1947.

L'article est tiré de la revue du PCF *La Pensée*, de septembre-octobre 1950. Il devint par la suite un économiste du PCF devenu révisionniste, dans la ligne de la thèse du capitalisme monopoliste d'État et alors que les « économistes » dont principalement Paul Boccara jouaient désormais un rôle majeur sur les orientations.

Henri Claude fut à ce titre rédacteur en chef de la revue du PCF *Économie et politique*. Il est notamment l'auteur de *Nouvel avant-guerre?* et *Plan Marshall* (tous deux en 1948), *Où va l'impérialisme américain?* (1950), *Le Pouvoir et l'Argent* (1972), *Les Multinationales et l'Impérialisme* (1978), *La Troisième course aux armements* (1982), *Mitterrand ou l'atlantisme masqué* (1986).

La notion de crise générale du capitalisme est une notion qui est encore loin d'être claire à tous les esprits. Cela tient en partie au mot même de crise qui prête à confusion. La plus grossière consiste à confondre « crise générale du capitalisme » et « crise économique ». Ce sont pourtant là deux phénomènes d'une nature entièrement différente, comme le montre le rôle joué par les crises économiques de surproduction dans l'économie capitaliste.

L'économie capitaliste est une économie anarchique et aveugle. Des milliers de producteurs produisent sans connaître les possibilités du marché ; or c'est le marché qui commande la production. L'industriel travaille en fonction de la demande, mais sans savoir si cette demande se maintiendra ; il ne peut le savoir que lorsque la demande fait effectivement défaut ; mais comme il a produit comme si cette demande restait la même ou allait en augmentant, une partie de sa production ne trouve pas preneur ; il s'aperçoit alors qu'il a produit plus qu'il ne fallait ; il ralentit sa production ou l'arrête pour pouvoir liquider ses stocks et se régler sur la baisse de la consommation. Le ralentissement de l'activité et ses conséquences constituent ce qu'on appelle crise économique.

Comme on le voit, pour l'économie capitaliste la crise est une véritable fonction organique. Et les économistes de la bourgeoisie ont raison de dire de leur point de vue que la crise est un assainissement de l'économie momentanément engorgée. Et comme le capitalisme est incapable d'empêcher ces engorgements, les crises sont un phénomène normal et régulier résultant du fonctionnement même de l'économie capitaliste. Le capitalisme, de par sa nature même, connaîtra toujours des phases de prospérité et de crises. Il ne peut pas vivre sans connaître ces hauts et ces bas.

Cette analyse succincte nous montre que le caractère essentiel de ce qu'on appelle la crise générale du capitalisme ne doit pas être recherché dans l'économie.

Elle nous permet en même temps d'écarter une seconde erreur, qui consiste à voir dans la crise générale du capitalisme une crise économique plus violente que les autres et qui serait insurmontable. Mais il n'existe pas de crise permanente de surproduction, de crise économique insurmontable. Sans doute les crises économiques prennent-elles, comme nous le verrons, des caractères nouveaux dans la période de déclin du capitalisme, mais cela n'empêche pas que le mouvement de la vie économique reste fondamentalement le même et qu'une « crise » soit toujours suivie d'une « reprise » et d'une phase de « prospérité ».

La crise économique de surproduction est, et ne peut être qu'un phénomène périodique qui se reproduit régulièrement à des intervalles de sept à dix ans et qui résulte du fonctionnement, de la vie même du système capitaliste.

La crise générale du capitalisme au contraire n'est pas une crise à l'intérieur du système, mais la crise du système capitaliste lui-même ; elle affecte non seulement l'économie, mais le capitalisme pris dans son ensemble ; c'est une maladie qui s'attaque aux centres vitaux de l'organisme capitaliste et les détruit complètement ; ce n'est pas un mal passager et guérissable, mais une maladie qui ne quitte pas le malade et le conduit à la mort...

Et la mort du capitalisme, c'est la fin de la domination et de l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. Le caractère essentiel de la crise générale est donc social et politique. L'examen exclusif de ses aspects économiques ne peut suffire à en rendre compte. Dire par exemple que la crise du commerce international est le phénomène le plus important de la crise générale du capitalisme dans la période qui suit la deuxième guerre mondiale est une conception « économiste » et erronée de la crise générale.

La crise générale, en réalité, c'est essentiellement la crise du pouvoir de la bourgeoisie. Et il faut entendre le mot crise au sens non pas d'un ébranlement, mais de l'effondrement, de l'écroulement de ce pouvoir. Car depuis le début du capitalisme, la domination de la bourgeoisie a été souvent ébranlée : rappelons seulement les journées de juin 1848 et la Commune de Paris en France ; mais la crise du pouvoir de la bourgeoisie dans le monde n'a commencé réellement qu'à partir du jour où son pouvoir a été brisé, et brisé définitivement, sur une partie du globe.

Le capitalisme n'est entré ainsi dans sa crise générale qu'avec la Révolution d'octobre 1917 en Russie. Et cela non seulement parce que le pouvoir de la bourgeoisie a été jeté par terre dans un des plus grands pays capitalistes, mais parce que le prolétariat russe a construit à la place de l'ordre ancien un ordre nouveau, l'ordre socialiste qui est l'antithèse vivante de l'ordre capitaliste.

Comme l'indique avec raison Léontiev :

l'indice essentiel de la crise générale du capitalisme consiste dans la division du monde en deux systèmes, le capitalisme et le socialisme (Léontiev, *L'aggravation de la crise générale du capitalisme*. Paris, Éditions sociales, 1930),

et comme le précise également un éditorial du journal *Pour une Paix durable* :

la victoire de la grande Révolution socialiste d'octobre, qui a divisé le monde en

deux camps opposés, a marqué le début de la crise générale du capitalisme ; ayant créé les conditions de la fin inévitable et proche de ce système social, elle en hâte la fin (Pour une Paix durable, pour une Démocratie populaire, 28 avril 1950).

La rupture de l'unité du monde capitaliste, l'instauration du socialisme et la lutte des deux systèmes constituent en effet le trait fondamental de la crise générale.

La crise générale du capitalisme nous apparaît ainsi comme un phénomène historique, une époque particulière de l'histoire du capitalisme : c'est la période finale de l'impérialisme.

La crise générale, époque finale de l'impérialisme

L'époque de la crise générale n'est pas, dans l'histoire du capitalisme, une période nouvelle qui s'ajouterait aux deux époques précédentes qui sont : la période du capitalisme de libre concurrence, qui s'est terminée dans la décennie 1880-90, et la période du capitalisme des monopoles ou période de l'impérialisme qui lui a succédé.

[Eugen Varga prétend alors déjà le contraire en URSS, puis avec le triomphe du révisionnisme Paul Boccara reprendra cette thèse en France en la développant et acquérant une stature internationale dans le camp révisionniste ; Henri Claude s'inscrira lui-même dans cette perspective.]

L'impérialisme est bien, comme l'a montré Lénine, le stade suprême du capitalisme. La Révolution d'octobre a prouvé en effet qu'il n'y avait pas de transition entre l'impérialisme et le socialisme, que l'un menait directement à l'autre.

Mais parce que la bourgeoisie a réussi à se maintenir au pouvoir, en dehors de l'U.R.S.S., le système impérialiste a subsisté, en gardant ses traits essentiels. Toutefois ses conditions d'existence ont radicalement changé avec l'apparition d'une nouvelle contradiction, la contradiction entre le secteur socialiste et le secteur impérialiste. Cette contradiction, d'une nature entièrement nouvelle, a fait entrer l'impérialisme dans la deuxième phase de son histoire, celle de sa crise générale.

Jusqu'alors, c'est-à-dire tant que l'impérialisme constituait un système unique, embrassant toute l'économie mondiale, il existait trois contradictions essentielles :

1° contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie dans les pays impérialistes ;

2° contradiction entre les États impérialistes et les pays coloniaux et dépendants ;

3° contradiction entre les États impérialistes pour un nouveau partage du monde.

Mais il s'agissait là de contradictions inhérentes au système impérialiste lui-même, de contradictions internes.

La quatrième contradiction au contraire n'est plus, pour reprendre l'expression de Staline, « *une contradiction au sein du capitalisme ; c'est une contradiction entre le capitalisme dans son entier et le pays qui bâtit le socialisme* » (Rapport au XVI^e

congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S., Deux bilans, Bureau d'Éditions, 1930, p. 14).

C'est, si l'on veut, une contradiction externe.

Cette contradiction a ceci de particulier qu'elle est insurmontable pour le capitalisme mondial et qu'elle l'entraîne irrémédiablement dans la tombe. Comment cela ?

Cela tient essentiellement à la nature de la Révolution d'octobre qu'il importe de bien préciser, car c'est elle qui donne à la crise générale du capitalisme ses traits caractéristiques. Cette Révolution a en effet une portée universelle.

Comme l'a montré Staline dans un article célèbre (*Les Questions du Léninisme*, Éditions sociales, 1946, t.I, pp. 186-192, toutes les citations qui suivent sont tirées de ce texte), elle n'est pas limitée au cadre national ; c'est une révolution d'ordre international, qui met en cause le pouvoir de la bourgeoisie dans le monde entier en aggravant toutes ses contradictions, et notamment en poussant au paroxysme l'antagonisme qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie des pays capitalistes et celui qui oppose les pays coloniaux aux États impérialistes.

« La Révolution d'octobre a inauguré une nouvelle époque, l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays de l'impérialisme ». En effet le fait que le prolétariat russe ait réussi à « percer le front de l'impérialisme mondial », et à « jeter bas la bourgeoisie impérialiste dans un des plus grands pays capitalistes », que « la classe des salariés, la classe des persécutés, la classe des opprimés et des exploités » se soit « élevée à la situation d'une classe dominante » est un exemple prodigieux pour les prolétaires de tous les pays.

De plus la Révolution d'octobre a montré non seulement que le prolétariat pouvait renverser la bourgeoisie, mais aussi qu'il pouvait construire à la place de l'ordre bourgeois un ordre nouveau, socialiste.

Les succès incontestables du socialisme en U.R.S.S., dit Staline, sur le front de construction ont démontré nettement que le prolétariat peut gouverner avec succès le pays sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut édifier avec succès l'industrie sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut diriger avec succès toute l'économie nationale sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut édifier avec succès le socialisme malgré l'encerclement capitaliste.

Il est évident qu'un tel exemple donne confiance au prolétariat des autres pays et l'oriente vers la voie révolutionnaire.

En transformant en propriété sociale les moyens et instruments de production appartenant aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, en enlevant le pouvoir à la bourgeoisie, en la privant des droits politiques, en démolissant l'appareil d'État bourgeois et en transmettant le pouvoir aux Soviets, la Révolution d'octobre a ensuite montré en quoi consistait concrètement une révolution prolétarienne.

Elle a montré également au prolétariat les moyens d'y parvenir : cette révolution a été rendue possible, elle a pu triompher, puis se maintenir, dans les conditions de l'encerclement capitaliste, grâce à l'existence d'un parti révolutionnaire de type nouveau : le parti bolchevik, armé des principes du marxisme-léninisme.

Enfin elle a amené le prolétariat à faire un progrès idéologique décisif en rompant avec le réformisme, le social-démocratisme. Or, comme le dit Staline, et comme l'expérience l'a montré :

il est impossible d'en finir avec le capitalisme sans en avoir fini avec le social-démocratisme dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi l'ère de l'agonie du capitalisme est en même temps celle de l'agonie du social-démocratisme dans le mouvement ouvrier.

Aussi parce qu'elle « annonce la victoire certaine du léninisme sur le social-démocratisme dans le mouvement ouvrier mondial », la Révolution d'octobre annonce la victoire du socialisme dans tous les pays capitalistes.

Mais la Révolution d'octobre n'ébranle pas seulement le capitalisme dans les « centres de domination, dans les métropoles » ; elle frappe encore « l'arrière de l'impérialisme, sa périphérie, en sapant la domination de l'impérialisme dans les pays coloniaux et dépendants ». La Russie tsariste comprenait en effet des peuples opprimés soumis au nationalisme russe.

La Révolution d'octobre a délivré définitivement ces peuples de l'oppression nationale et coloniale et en même temps a montré la voie à la suppression définitive de cette oppression. Les peuples opprimés de la Russie tsariste ne se sont pas libérés en effet sur la base du nationalisme en essayant de prendre une revanche sur le peuple russe et en devenant à leur tour de nouveaux foyers d'oppression, mais au contraire sur la base de l'internationalisme :

Le trait caractéristique, dit Staline, de la Révolution d'octobre, c'est qu'elle a accompli en U.R.S.S. ces révolutions nationales et coloniales, non sous le drapeau de la haine nationale et des conflits entre nations, mais sous le drapeau d'une confiance réciproque et d'un rapprochement fraternel, des ouvriers et des paysans des nationalités habitant l'U.R.S.S., non pas au nom du nationalisme, mais au nom de l'internationalisme.

Précisément parce que les révolutions nationales et coloniales se sont faites, chez nous, sous la direction du prolétariat et sous le drapeau de l'internationalisme, précisément pour cette raison les peuples parias, les peuples esclaves se sont, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, élevés à la situation de peuples réellement libres et réellement égaux, gagnant par leur exemple les peuples opprimés du monde entier.

C'est dire que la Révolution d'octobre a inauguré une nouvelle époque, l'époque des révolutions coloniales dans les pays opprimés du monde, en alliance avec le prolétariat, sous la direction du prolétariat.

La conséquence, c'est qu'

en jetant la semence de la révolution aussi bien dans les centres qu'à l'arrière de l'impérialisme en affaiblissant la puissance de l'impérialisme dans les « métropoles » et en ébranlant sa domination dans les colonies, la Révolution d'octobre a, de ce fait, mis en question l'existence même du capitalisme mondial dans son ensemble.

En effet la victoire de la Révolution d'octobre, en arrachant au système impérialiste mondial un pays aussi vaste que la Russie tsariste et aussi important pour « l'équilibre » du système impérialiste, en tant que territoire d'exploitation pour le

capital français, anglais, allemand, en tant que source de matières premières et bastion de la réaction politique dans le monde, a accéléré, comme nous le verrons, le processus de décomposition et de putréfaction qui est né et s'est développé dans la phase précédente de l'impérialisme, et sapé de ce fait les fondements mêmes de l'impérialisme mondial.

En même temps la Révolution d'octobre a donné au mouvement révolutionnaire mondial, pour la première fois, une base qui lui sert d'appui et de soutien et un centre autour duquel il peut se grouper « en organisant le front révolutionnaire unique des prolétaires et des peuples opprimés de tous les pays contre l'impérialisme ». Or ce front unique n'avait jamais pu se réaliser auparavant.

Comme elle élève également « la force et l'importance, le courage et la combativité des classes opprimées du monde entier », en créant pour elles « un phare éclairant leur chemin et leur révélant, des perspectives », « un forum universel ouvert » pour manifester et matérialiser leurs aspirations et leur volonté, on peut dire avec Staline :

La Révolution d'Octobre a porté au capitalisme mondial une blessure mortelle, dont il ne se remettra jamais ; l'ère de la stabilité du capitalisme est révolue, emportant avec elle la légende de l'immuabilité du monde bourgeois, l'ère est venue de l'effondrement du capitalisme.

[En effet] le capitalisme peut se stabiliser partiellement, il peut rationaliser sa production, livrer la direction du pays au fascisme, réduire momentanément la classe ouvrière, mais jamais plus il ne recouvrera ce « calme » et cette « assurance », cet « équilibre » et cette « stabilité » dont il faisait parade autrefois, car la crise du capitalisme mondial a atteint un degré de développement tel que les feux de la révolution doivent inévitablement s'ouvrir un passage, tantôt dans les centres de l'impérialisme, tantôt dans sa périphérie, réduisant à néant les rapiécages capitalistes et hâtant de jour en jour la chute du capitalisme.

L'époque de la crise générale du capitalisme ou deuxième phase de l'impérialisme est donc bien la phase terminale de ce système. Mais l'analyse que nous venons de faire nous montre aussi que cette période appartient en réalité à deux époques différentes de l'histoire humaine. Si elle appartient encore d'un côté au capitalisme, elle appartient aussi déjà au socialisme.

La Révolution d'octobre, en abolissant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, en remplaçant la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, en construisant une économie planifiée sur la base de la socialisation des moyens de production, en réalisant l'union, au sein d'un État multinational d'un type nouveau, d'ouvriers et de paysans appartenant aux peuples les plus divers, en mettant fin à l'oppression nationale et raciale et aux haines qui en découlent, a fait entrer l'humanité dans l'ère du socialisme.

Dès lors, l'humanité n'a plus à « inventer » ou à « créer » le socialisme, elle n'a plus qu'à étendre au monde entier ce qui est réalisé sur une partie de la planète. Car entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et « l'union des travailleurs de tous les pays dans une seule économie mondiale », il n'y a qu'une différence de quantité et non une différence de nature.

L'époque du socialisme a donc commencé en 1917 et la période actuelle en est une partie intégrante, comme elle fait aussi partie de l'époque de l'impérialisme. Il faut bien mettre en relief cette double appartenance : car l'essentiel des efforts de la réaction mondiale et des agents avoués ou non, conscients ou non de l'impérialisme

(fascistes, sociaux-démocrates de droite, trotskystes) consiste aujourd'hui à dénaturer le caractère de la crise générale du capitalisme en lui enlevant son appartenance au socialisme, c'est-à-dire en niant le caractère socialiste de l'U.R.S.S. et en rejetant dans l'avenir l'ère du socialisme.

Mais indiquer la double appartenance ne suffit pas pour définir l'époque de la crise générale ; il faut aussi montrer que des deux, c'est l'appartenance au socialisme qui est déterminante.

Car les économistes marxistes qui font remonter le début de la crise générale au début de l'impérialisme, comme [Eugen] Varga, ou qui voient davantage l'aspect économique que le caractère politique de la crise générale, qui grossissent d'une manière ou d'une autre l'appartenance « impérialiste » de l'époque de la crise générale et estompent de ce fait son autre appartenance, tombent sans s'en rendre compte dans le jeu de leurs adversaires.

Une définition correcte de la crise générale du capitalisme doit en effet être faite par rapport à l'avenir et non pas par rapport au passé, par rapport au socialisme et non par rapport au capitalisme. La période de la crise générale du capitalisme peut ainsi se définir comme la période de transition entre le socialisme dans un seul pays et le socialisme dans le monde entier, entre le succès localisé du socialisme et son triomphe universel.

II. — TRAITS PARTICULIERS DE L'IMPÉRIALISME A L'ÉPOQUE DE LA CRISE GÉNÉRALE

Maintenant que nous avons dégagé le caractère essentiel de la période de la crise générale, nous pouvons analyser sans erreur grave les modifications qui se produisent au sein du système impérialiste au cours de sa deuxième période.

Du point de vue économique, la période de la crise générale du capitalisme est caractérisée par le renforcement des caractères de l'impérialisme dégagés par Lénine et par l'aggravation des conditions de fonctionnement de l'économie capitaliste, par l'accentuation de sa décomposition et de son parasitisme.

La domination des monopoles, trait essentiel de l'impérialisme, s'affirme toujours davantage dans la période de crise générale.

Depuis la première guerre mondiale la puissance des monopoles s'est en effet accrue de façon considérable : la concentration de la production, le développement sous tous les rapports (dimensions, quantité, importance) des monopoles industriels (cartels, trusts, syndicats) et des monopoles bancaires, la monopolisation de la richesse nationale par le capital financier se sont accélérés dans des proportions énormes (pour les détails, voir Varga et Mendelsohn [qui tous deux sont alors déjà révisionnistes] : Données complémentaires à « l'impérialisme » de Lénine, pp. 317 à 339).

A cette accélération de la vitesse de développement des monopoles s'ajoute un second caractère, plus spécifique encore de la crise générale, à savoir la transformation de plus en plus poussée du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État.

Il ne s'agit pas là d'une tendance nouvelle, puisqu'elle a déjà été décelée par Lénine, mais elle prend des proportions inconnues jusqu'alors. Il faut souligner que si cette transformation se produit pendant les guerres mondiales, elle se survit dans les périodes dites de « paix ». L'économie allemande sous Hitler, l'économie italienne sous Mussolini sont des types d'économie propres à la crise générale du capitalisme.

Mais ce ne sont pas là des « accidents » : le capitalisme monopoliste d'État se retrouve dans tous les pays capitalistes à un degré plus ou moins grand et tend à devenir la forme universelle et spécifique de l'impérialisme dans la période de crise générale. Les commandes de l'État (grands travaux et surtout armements) jouent un rôle de plus en plus grand dans la formation des profits du capital financier, comme le montre l'importance croissante des dépenses gouvernementales.

Corrélativement, « l'union personnelle » de l'oligarchie financière avec le gouvernement se développe de façon considérable. Après la deuxième guerre mondiale, aux États-Unis les postes les plus importants du gouvernement et de l'appareil d'État sont occupés par les financiers et les industriels les plus en vue et cette « occupation » prend un caractère permanent (pour les détails, voir mon livre : *Où va l'impérialisme américain*).

Ce phénomène montre que le capitalisme, à l'époque de la crise générale, est définitivement mûr pour le socialisme. Car, comme l'a dit Lénine :

le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète pour le socialisme, il est le seuil du socialisme.

La domination ainsi accrue du capital monopolisateur a aggravé les tendances à la décomposition et au parasitisme propres à l'impérialisme à un degré tel que des phénomènes nouveaux sont apparus.

La décomposition du capitalisme

1. L'instabilité, une instabilité grandissante, apparaît comme un des traits les plus caractéristiques du système capitaliste à l'époque de sa crise générale.

Cette instabilité ne tient pas seulement, comme nous l'avons souligné, à la victoire de la Révolution d'octobre, mais aussi aux lois et aux contradictions propres à l'impérialisme lui-même, qui en font l'époque des « guerres et des révolutions », et aux aspects particuliers que prend l'inégalité de développement des pays impérialistes dans la période de crise générale.

Une réduction aussi sensible de la sphère d'exploitation que la perte, d'un sixième du globe a rendu beaucoup plus violente la lutte pour l'écoulement des marchandises, pour le placement des capitaux et pour l'accaparement des matières premières. D'où l'aggravation des antagonismes entre puissances impérialistes et la nécessité de nouvelles guerres.

Mais cette instabilité est aussi une conséquence des guerres mondiales, qui ont eu une influence décisive sur l'inégalité de développement des pays capitalistes. Privés des produits de l'industrie européenne, des pays agraires ou producteurs de matières premières installent des industries de transformation qui ferment des débouchés à la production de l'Europe ; une jeune bourgeoisie nationale, naît, qui entre en concurrence et en conflit avec les bourgeoisies européennes.

La guerre a permis ensuite à certains pays capitalistes de se développer, pendant que d'autres régressaient à la suite des défaites militaires ou de la ruine financière. Après la première guerre mondiale, l'Allemagne a perdu toutes ses colonies et ses capitaux placés à l'étranger. Étant donné la place qu'elle occupait avant la guerre dans le monde capitaliste, cette déchéance ne pouvait manquer d'ébranler la stabilité de l'économie capitaliste.

La politique de rapine des vainqueurs a déclenché en même temps des antagonismes violents entre pays vainqueurs et pays vaincus, source de nouvelles guerres. Parmi les « vainqueurs », certains États impérialistes ont pu, pendant que les autres se ruinaient, développer leur industrie et leur puissance financière, comme le Japon au cours de la première et les États-Unis au cours des deux guerres mondiales.

La guerre a provoqué ainsi des conflits parmi les vainqueurs entre les « nouveaux riches » et les « anciens », dont la puissance économique s'est affaiblie, mais qui ont quand même agrandi leur domaine colonial comme l'Angleterre et la France à la suite de la première guerre mondiale. D'où l'aggravation de l'antagonisme entre les États-Unis et l'Angleterre après 1918.

Les guerres mondiales ont enfin provoqué un changement brutal dans l'évolution de l'impérialisme : le cercle des « grandes puissances » impérialistes qui s'élargissait au XIXe siècle (l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie et le Japon venant prendre place aux côtés de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Autriche), s'est restreint, depuis 1914, de façon considérable.

C'est là un aspect caractéristique de l'époque de la crise générale.

Après la première guerre mondiale il n'y avait plus que cinq grandes puissances (Angleterre, France, Italie, États-Unis, Japon) au lieu de huit (les mêmes, plus l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie tsariste). Après la deuxième guerre mondiale, il n'y en a plus que deux, les États-Unis et en partie l'Angleterre.

Avant la première guerre mondiale, les principaux pays exploités étaient l'Angleterre, la France, l'Allemagne et en partie les États-Unis. Après 1918 les principaux pays créditeurs étaient les États-Unis et en partie l'Angleterre. Après la deuxième guerre mondiale, les États-Unis sont la seule grande puissance financière. Cette concentration successive de la richesse mondiale a un pôle et l'élargissement corrélatif des pays exploités entraîne une instabilité grandissante du système capitaliste.

2. La contradiction entre les forces productrices et les rapports de production, comme conséquence de la réduction de la sphère impérialiste, de la guerre mondiale et de l'appauvrissement des masses, s'est accentuée au point qu'il s'est créé un excédent continu de capital, qui a entraîné l'inutilisation chronique d'une partie de l'appareil de production.

C'est ainsi que dans les périodes de « prospérité » maximum du temps de paix, comme en 1929 ou 1948, une partie des moyens de production aux États-Unis est restée inemployée. Alors que cet excédent de capital ne se produisait, avant la crise générale du capitalisme, qu'au moment des périodes de crise économique de surproduction, il est devenu depuis un phénomène permanent.

3. Il en est résulté une modification du caractère du chômage. Avant la crise générale, les chômeurs constituaient pour le capital une armée de réserve dans

laquelle il puisait lorsque les commandes affluaient. Depuis la première guerre mondiale, le chômage de masse au contraire est devenu persistant : des chômeurs en grand nombre ont cessé de remplir la fonction de réserve de l'armée industrielle, ils ne sont plus jamais appelés au service actif et sont rejetés définitivement de la production.

4. La période de crise générale a été marquée en conséquence par un ralentissement économique et un piétinement de la production. Alors que dans les seize années d'avant-guerre (1897-1913), les productions mondiales de fonte et de houille augmentaient respectivement de 140 % et de 108 %, elles n'augmentaient plus dans le même laps de temps, de 1913 à 1929, que de 23,8 % pour la première et 7,2 % pour la seconde.

De même, comme le note Léontiev, alors que la production industrielle, pendant les vingt-trois années précédant la première guerre mondiale, s'accroissait en moyenne de 5,8 % par an, dans les vingt-trois années qui ont suivi (1914-1937) elle n'a été que de 1,5 %.

Depuis la première guerre mondiale, l'industrie des principaux pays capitalistes n'a cessé de piétiner autour du niveau de 1913, ne dépassant ce niveau au bout de vingt-cinq ans que de 20 à 30 % : augmentation dérisoire, sinon nulle, si l'on tient compte de ce que la population du monde capitaliste s'est accrue de 15 % environ et qu'une part grandissante de la production était utilisée à des buts de guerre. On peut en conclure avec Léontiev que

la production industrielle par tête d'habitants n'a pas augmenté en un quart de siècle, mais elle a même vraisemblablement diminué.

5. La première guerre mondiale a, été suivie d'une crise agraire prolongée, qui est une caractéristique nouvelle de la crise générale. En effet pendant les hostilités, les pays d'outre-Atlantique ont augmenté la superficie des terres emblavées ; lorsque la production européenne réduite par la guerre s'est relevée, une partie de la surface mondiale emblavée s'est trouvée superflue. D'autre part les textiles artificiels ont entraîné la mévente du coton.

6. Ces divers phénomènes ont eu des répercussions sensibles sur les crises économiques de surproduction et sur le déroulement du cycle économique.

La crise industrielle, dit Staline à propos de la crise de 1929, s'est déchaînée dans les conditions de la crise générale du capitalisme, au moment où celui-ci n'a déjà plus et ne peut plus avoir, ni dans les principaux pays, ni dans les colonies et pays vassaux, la force et la solidité qu'il avait avant la guerre et avant la Révolution d'Octobre ; où l'industrie des pays capitalistes a reçu, en héritage de la guerre impérialiste, un ralentissement chronique des entreprises et une armée de millions de chômeurs, dont elle n'est plus en mesure de s'affranchir (Deux bilans, pp. 5-6).

En conséquence la crise économique de 1929, première crise mondiale de l'époque de la crise générale a été beaucoup plus profonde, plus aiguë, plus prolongée et plus dévastatrice que les crises antérieures.

A l'époque du capitalisme industriel et de la libre concurrence, la crise n'était jamais qu'un ralentissement momentané du rythme de croissance. Dans la période de l'impérialisme antérieure à la crise générale, que nous appellerons la première période de l'impérialisme, la production diminue, mais le recul dans la crise la plus forte (1907-08) atteint à peine la moitié de celui des années 1929-33.

Ensuite l'économie capitaliste a beaucoup plus de mal à sortir de la crise. La phase de crise proprement dite (1929-1933) est bien suivie, comme dans les crises précédentes, d'une phase de dépression (1934-35), puis d'animation (1936) et de prospérité (1937), mais il s'agit, comme le notait Staline à l'époque, d'une dépression « sortant de l'ordinaire, d'une dépression d'un genre particulier », qui fut suivie non d'une véritable animation mais d'une « certaine » animation, puis d'un « certain » essor, puisque l'indice de la production industrielle en 1937 reste, aux Etats-Unis, au-dessous de celui de 1929.

Alors que, dans la première période de l'impérialisme, il suffisait d'un ou deux ans pour que la production retrouve le niveau maximum atteint antérieurement, il n'a pas fallu moins de cinq ans (1932-37) pour qu'elle y parvienne après la crise de 1929.

Enfin l'essor de 1937 ne s'est pas prolongé : il était si fragile que l'année suivante la crise reprenait. La crise de 1938 avait ceci de particulier qu'elle n'avait pas été précédée, comme les crises antérieures, d'une période de prospérité. Elle eut ensuite cette autre particularité d'être suivie d'une phase de prospérité également particulière, puisque ce fut celle des années de guerre 1939-45.

Le principal pays capitaliste, les Etats-Unis, ne connut en fait de nouvelle période de prospérité, après 1929, que dans la deuxième guerre mondiale. Ainsi la guerre mondiale tend à constituer la phase de prospérité du cycle économique à l'époque de la crise générale du capitalisme.

L'industrie des pays capitalistes continue sa marche cyclique, mais le cycle est radicalement déformé. Ce phénomène, comme le note justement Léontiev, est encore plus visible après la deuxième guerre mondiale :

La crise actuelle de surproduction, écrit-il, s'avance sur le monde capitaliste, non après une phase d'essor, mais après le boum spéculatif de courte durée qui eut lieu après la guerre sous l'effet de circonstances spécifiques en même temps qu'éphémères.

Cette déformation du cycle montre clairement l'affaiblissement général de la base économique» du capitalisme, sa précarité et sa putréfaction intérieure (L'aggravation de la crise générale du capitalisme, p. 44).

Mais si les divers éléments de la crise générale influent sur la gravité des crises économiques, celles-ci, à leur tour, approfondissent et aggravent la crise générale dans tous ses domaines : politiques d'abord, en poussant les masses dans la voie de la révolution, économiques ensuite en ébranlant encore davantage les bases du système.

Il y a interaction constante et réciproque de la crise générale sur la crise économique, et de la crise économique sur la crise générale.

7. On ne s'étonnera donc pas de constater dans ces conditions des bouleversements inconnus jusque-là et incessants dans la sphère de la circulation. A la stabilité et à l'unité monétaires qui règnent au cours du XIX^e siècle et jusqu'à 1914 succèdent l'instabilité et le chaos des monnaies après la première guerre mondiale, au cours de la crise de 1920, puis au lendemain de la deuxième guerre mondiale, qui s'expriment dans des dévaluations répétées, dans la cessation de la convertibilité en or des billets de banque, la désorganisation du marché mondial.

Le monde capitaliste ne peut plus retrouver l'équilibre des balances de paiement d'avant la première guerre mondiale ; en provoquant l'industrialisation des pays agraires d'Amérique et d'Asie, il a brisé les circuits d'échanges qui s'étaient constitués entre les produits manufacturés européens et les matières premières d'outre-mer.

La crise des échanges internationaux est un phénomène spécifique de la crise générale, qui se manifeste :

a) par la diminution du volume des échanges de marchandises à partir de 1929. Alors que le commerce international s'est accru régulièrement pendant tout le XIXe siècle jusqu'à 1913, cet essor a pris fin avec la crise économique de 1929, il a baissé considérablement depuis lors et malgré une certaine reprise en 1937 n'a jamais retrouvé le niveau de 1929.

Il s'agit là d'un phénomène qui met particulièrement en relief la décadence du système capitaliste ; car comme le dit Lénine, « l'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux surtout est un des traits distinctifs du capitalisme » (Données complémentaires à « l'Impérialisme » de Lénine, p.166).

La réduction des échanges internationaux est par là-même un des traits distinctifs du capitalisme agonisant.

b) par la dégradation des échanges qui s'exprime dans la disparition du système d'échanges multilatéraux d'avant 1914 et dans la politique commerciale des Etats-Unis depuis 1919 et surtout depuis la deuxième guerre mondiale, et qui consiste à vendre sans acheter. Ce « commerce » unilatéral est évidemment la négation de tout commerce.

3. Cet état de choses a des répercussions sur l'exportation des capitaux, dont le rôle ne s'est pas modifié, qui est toujours aussi nécessaire pour l'impérialisme, mais qui se heurte à tous les obstacles nouveaux soulevés par la crise générale du capitalisme et que nous venons d'énumérer : rétrécissement de la sphère capitaliste, crise du pouvoir de la bourgeoisie en Europe, révoltes coloniales, désorganisation des échanges commerciaux, dépréciations monétaires, interdiction des exportations d'or, refus de reconnaître les dettes étrangères, etc.

La conséquence en est un ralentissement de la cadence d'exportation des capitaux par rapport à l'avant-guerre, dans la période 1920-29, puis, après la crise économique, la diminution et même la cessation des investissements privés à long terme à l'étranger.

On voit alors, de 1929 à 1939, une masse de capital disponible circuler de pays en pays à la recherche d'un placement spéculatif, s'investissant à court terme et contribuant à aggraver encore plus l'instabilité monétaire.

C'est l'État qui prend alors les risques de l'exportation du capital. Les États-Unis, principal pays exportateur après 1918, créent dans ce but l'Export-Import Bank ; et, à la suite de la deuxième guerre mondiale, octroient des crédits énormes à tous les pays capitalistes et semi-coloniaux (Plan Marshall, etc.).

Si les investissements privés américains à long terme reprennent à partir de 1945, ils restent extrêmement faibles par rapport à l'exportation de capitaux gouvernementaux. La prédominance des crédits d'État dans l'exportation des

capitaux est encore une particularité de la crise générale et un signe de sa décomposition.

Le parasitisme et la putréfaction

La période de crise générale voit une intensification extrême des phénomènes de parasitisme et de putréfaction décelés par Lénine dans *l'Impérialisme*.

Notons d'abord le freinage du progrès technique, la mise sous boisseau des brevets dont la période de crise générale offre de nombreux exemples. Le signe le plus caractéristique de la décomposition du système capitaliste est le fait que la technique ne se développe pleinement que pendant la guerre (aviation, industrie chimique, T.S.F. pendant la première guerre mondiale ; énergie atomique, radar, etc..., pendant la deuxième) ou à cause de la guerre (c'est le cas particulier de la fabrication d'essence et de caoutchouc synthétiques et autres produits de synthèse par l'Allemagne hitlérienne, puis par ses concurrents impérialistes).

L'exemple le plus monstrueux de cette décomposition d'un régime est celui de l'énergie atomique, une des plus grandes découvertes de l'histoire humaine, qui, aux Etats-Unis, n'est employée que dans des buts de destruction.

Ce parasitisme se manifeste également :

— par le retard accru des campagnes sur les villes, et de l'agriculture sur l'industrie, malgré les progrès de l'agriculture capitaliste, qui d'ailleurs se produisent surtout pendant les guerres ou à cause de la guerre ;

— par l'augmentation des bénéfices capitalistes pendant la guerre ou pendant que l'économie traverse une période de décroissance : en 1948 par exemple les bénéfices des sociétés américaines ont dépassé de deux fois ceux de 1944, alors que la production était inférieure de 20 % ;

— par la diminution non plus seulement relative mais parfois absolue du nombre de travailleurs industriels et l'augmentation de la population employée à la distribution (commerce, services civils, services domestiques et professionnels, etc.) ;

— par l'énormité des frais de publicité qui prennent des proportions inconnues dans la période antérieure (presse, radio, etc.).

Enfin le caractère destructeur de l'impérialisme s'affirme avec une violence sans précédent : les destructions de stocks, de moyens de production, de main d'œuvre (chômage) pendant la crise de 1929-33 atteignent une ampleur sans exemple dans l'histoire du capitalisme : les économistes bourgeois estiment que cette crise a coûté autant que la première guerre mondiale.

Mais c'est encore la guerre qui est le principal moyen de destruction des forces productives.

Les guerres mondiales ne sont pas un phénomène spécifique de la crise générale ; elles sont une conséquence de la fin du partage du monde, qui est une des caractéristiques essentielles de l'impérialisme.

Mais la prospérité des monopoles est à ce point liée à la guerre (la capacité

de production n'est utilisée à plein, le chômage n'est résorbé que pendant la guerre ; la guerre et ses conséquences directes tendent à constituer la phase de prospérité des cycles industriels) et les contradictions de l'impérialisme sont devenues si aiguës que :

a) la période qui sépare les guerres mondiales n'est pas une période de paix, mais remplie de « petites » guerres et, après chaque guerre mondiale, les dépenses militaires sont toujours supérieures à ce qu'elles étaient avant le déclenchement des hostilités ;

b) les guerres mondiales elles-mêmes sont de plus en plus destructrices (le nombre des tués est passé de 10 à 50 millions et les dépenses de 200 milliards de dollars à 1000 milliards, de la première à la deuxième guerre mondiale) et de plus en plus rapprochées : comme le montre la volonté des impérialistes américains de déclencher cinq ans après la fin de la deuxième une troisième guerre mondiale.

Le régime bourgeois est donc devenu, à l'époque de la crise générale, non seulement un obstacle au progrès de l'humanité, mais un danger pour l'existence même de l'humanité. L'exploitation de l'homme est maintenant inséparable de la destruction de l'homme. Le capitalisme, à l'époque de la crise générale, se caractérise comme le régime de la destruction de l'homme par l'homme.

Supprimer le capitalisme n'est plus seulement une action progressive ; c'est une mesure de salut public.

Mais le capitalisme précipite ainsi sa disparition. A l'époque de la crise générale, qui voit la concentration extrême de la richesse à un pôle et de la misère à l'autre, les rapports sociaux arrivent à une tension extrême, le joug du capital devient insupportable non seulement à la classe ouvrière, mais aussi aux classes moyennes à la ville et à la campagne. La préparation de la prochaine guerre et les frais des guerres passées écrasent toutes les couches de la population, en dehors de l'oligarchie financière, du capital cosmopolite.

L'inflation et les dévaluations ruinent toute la couche des petits rentiers. Ensuite, pendant la guerre, l'impérialisme fait subir à l'ensemble des masses des souffrances terribles. Mais il donne ainsi des alliés à la classe ouvrière, dans la lutte révolutionnaire. La conclusion de ces alliances est un trait distinctif de la crise générale du capitalisme, qui en fait l'époque des révolutions prolétariennes victorieuses, car l'alliance des ouvriers, des paysans et des classes moyennes, comme le prouve la Révolution d'octobre, signifie la mort de l'impérialisme.

Pour empêcher cette alliance et la révolution socialiste, le grand capital n'a plus qu'un moyen : la démagogie et les méthodes du fascisme, à l'aide desquelles il utilise, en se servant d'une terminologie « révolutionnaire » et « socialiste », le mécontentement des paysans et de la petite bourgeoisie des villes pour écraser le mouvement ouvrier et régner par la terreur.

Déjà Lénine avait montré que l'impérialisme, c'était « la réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique » (L'impérialisme. Données complémentaires, p. 292). Et il avait montré le tournant politique de la bourgeoisie, lors du passage de la libre concurrence au monopole.

Le tournant de la démocratie à la réaction politique représente la superstructure politique de l'économie nouvelle du capitalisme monopoliste (l'impérialisme, c'est le capitalisme des monopoles).

A la libre concurrence correspond la réaction politique (Œuvres complètes, t.XIX, Édition russe, cité par Ségol : Principes d'économie politique, p.350).

Jusqu'à 1914 toutefois, cette réaction s'était exercée dans le cadre du parlementarisme. A l'époque de la crise générale, la bourgeoisie est obligée de renoncer à la démocratie formelle, et de recourir à la dictature terroriste ouverte.

Le fascisme est la forme politique type de la domination des monopoles à l'époque de la crise générale : c'est, en effet exactement la superstructure politique du capitalisme monopoliste d'État.

Il n'est pas étonnant que le capitalisme américain, à la suite de la deuxième guerre mondiale, en même temps qu'il prend de plus en plus le caractère d'un capitalisme monopoliste d'État, s'engage dans la voie de fascisation intégrale de l'appareil d'État (pour les développements, voir mon livre : *Où va l'impérialisme américain*).

Mais le fascisme, s'il permet à la bourgeoisie de faire reculer momentanément la révolution qui s'avance, est en réalité non pas une preuve de force, mais un symptôme de faiblesse.

Il faut, dit Staline, regarder la victoire du fascisme en Allemagne, non seulement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et le résultat des trahisons perpétrées contre celle-ci par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme.

Il faut la considérer également comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que cette dernière n'est plus en état d'exercer son pouvoir au moyen des anciennes méthodes de parlementarisme et de démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes de domination par la terreur, comme un signe qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à la politique de guerre.

En même temps les États impérialistes, non seulement renforcent l'exploitation des travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux, mais s'en servent également comme mercenaires. Mais ce n'est pas impunément que ces peuples sont à leur tour entraînés dans la guerre ; car ils apprennent à se servir des armes modernes et les tournent contre leurs oppresseurs.

Avec la crise générale commencent ainsi les soulèvements armés qui entraînent les États impérialistes dans des guerres coloniales de longue durée, d'où ils sortent finalement vaincus, comme le montre l'exemple historique de la révolution chinoise que l'impérialisme n'a pas réussi à écraser au bout de vingt années de guerre, et qui a balayé l'impérialisme après la deuxième guerre mondiale.

III. LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE GÉNÉRALE

De la victoire du socialisme en Union soviétique à sa victoire à l'échelle mondiale.

On ne peut avoir une idée exacte de la crise générale du capitalisme si on ne l'étudie pas dans son développement. Cette étude est essentielle pour un marxiste, car elle permet de faire le point de la situation et d'orienter dans la voie juste l'action révolutionnaire.

Ce qui doit nous guider dans la détermination des différentes étapes de la période de crise générale, c'est évidemment la définition que nous avons donnée de cette crise.

En conséquence, c'est le développement du secteur socialiste, c'est-à-dire l'accroissement de la puissance économique, politique et militaire de l'U.R.S.S., ses progrès dans la voie du communisme ; l'extension géographique du secteur socialiste ; le renforcement idéologique et numérique des partis communistes ; la régression de l'influence réformiste dans les pays capitalistes et, ce, qui résulte de tout cela, l'évolution du rapport des forces entre les deux systèmes, qui nous indiqueront les stades successifs de la crise du système capitaliste.

Vue sous cet angle, la crise générale présente deux périodes distinctes. La première, qui va de 1917 à la deuxième guerre mondiale, est celle de la brèche unique dans la citadelle capitaliste, celle du socialisme dans un seul pays, au cours de laquelle le capitalisme s'efforce en vain de détruire le nouvel État, mais pendant laquelle le rapport des forces reste cependant favorable au capitalisme.

La deuxième, qui commence avec la deuxième guerre mondiale ou plus exactement avec les résultats de cette guerre, est celle des brèches multiples dans la citadelle capitaliste, du socialisme dans plusieurs pays, où l'avantage clans le rapport des forces entre les deux systèmes passe du côté du socialisme et au cours de laquelle l'impérialisme essaie en vain de redresser la situation et succombera définitivement dans ses tentatives.

A. — La première période (1917-1941)

Elle comprend trois parties :

1. 1917-1923. La Révolution d'octobre ouvre une crise révolutionnaire gigantesque : la révolution éclate en Allemagne, en Hongrie, en Autriche ; des mouvements de libération nationale se produisent clans les pays coloniaux et semi-coloniaux, notamment en Syrie, au Maroc, en Chine.

De grandes grèves se déroulent en Angleterre, en France, en Italie et aux Etats-Unis.

Le capitalisme est en même temps ébranlé par les difficultés économiques : crise de 1920-21, désorganisation des échanges, inflation. Sa stabilité est ébranlée par la montée brusque du capitalisme américain, l'effondrement de l'Allemagne, la désorganisation de l'ancien empire austro-hongrois, etc.

Mais, grâce à l'appui de la social-démocratie dont l'influence est encore puissante, la bourgeoisie parvient à briser les mouvements révolutionnaires sauf en U.R.S.S. L'écrasement de la Révolution allemande en 1923 marque la fin de cette période, qui se solde en définitive à l'avantage du socialisme par deux gains d'une importance décisive pour l'avenir du capitalisme : la victoire et le renforcement de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. malgré l'assaut des puissances impérialistes, et la

création de partis communistes marxistes-léninistes dans la plupart des pays capitalistes.

2. 1923-1929. C'est la période dite de stabilisation : stabilisation du capitalisme et du régime soviétique et stabilisation des rapports entre les deux systèmes.

Dans les pays capitalistes européens, la bourgeoisie reconstitue l'économie ruinée par la guerre et consolide, relativement à la période précédente et dans une certaine mesure, sa domination politique : les surprofits tirés à nouveau de la surexploitation des peuples coloniaux lui permettent de soutenir la social-démocratie et le réformisme dans le mouvement ouvrier.

La production industrielle dépasse le niveau atteint pendant la guerre ou l'avant-guerre. Entre les États impérialistes, les liens économiques rompus par la guerre se rétablissent tant bien que mal et les impérialistes finissent par conclure des accords provisoires sur le pillage en commun de l'Allemagne (plans Dawes et Young) et des colonies.

Enfin les impérialistes renoncent, à la suite de leur échec, à l'agression et même au blocus économique de l'U.R.S.S. et nouent avec elle des rapports commerciaux.

Cette période marque-t-elle une régression ou un ralentissement de la crise générale ? En aucune façon.

D'abord, l'établissement de rapports, pacifiques entre les deux systèmes est toujours un facteur positif pour le régime socialiste qui peut se consacrer davantage à son développement intérieur et marque un échec des cercles impérialistes les plus réactionnaires. Ensuite et surtout, la nature des deux stabilisations est complètement différente.

La stabilisation en régime capitaliste, dit Staline, se traduisant par le renforcement momentané du capital, aboutit nécessairement à l'aggravation des contradictions du capitalisme [...].

Par contre, renforçant le socialisme, la stabilisation en régime soviétique doit nécessairement aboutir à l'atténuation des contradictions et à l'amélioration des rapports : a) entre le prolétariat et la paysannerie de notre pays ; b) entre le prolétariat et les peuples coloniaux des pays opprimés ; c) entre la dictature du prolétariat et les ouvriers de tous les pays.

Le fait est que le capitalisme ne peut se développer sans intensifier l'exploitation de la classe ouvrière, sans maintenir dans un état de demi-famine la grande majorité des travailleurs, sans renforcer l'oppression des pays coloniaux et vassaux, sans entraîner des conflits et des chocs entre les divers groupements impérialistes de la bourgeoisie.

Le régime soviétique et la dictature du prolétariat, au contraire, ne peuvent se développer que par l'élévation constante du niveau matériel et moral de la classe ouvrière, par l'amélioration continue de la situation des travailleurs du pays soviétique, par le rapprochement progressif et l'union de tous les ouvriers de tous les pays, par le ralliement des colonies et des pays vassaux opprimés autour du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Le développement du capitalisme est synonyme d'appauvrissement et de misère pour la grande majorité des travailleurs, de situation privilégiée pour une infime catégorie de travailleurs corrompus par la bourgeoisie.

Le développement de la dictature du prolétariat, au contraire, est synonyme d'un relèvement continu du bien-être de l'immense majorité des travailleurs (Rapport au XIVe congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S.).

En effet les bases économiques de la « stabilisation » capitaliste furent la transformation de l'appareil de production américain, connue sous le nom de rationalisation, et l'investissement de capitaux américains en Europe. La stabilisation reposait ainsi sur l'exploitation plus intense des travailleurs américains et des travailleurs européens ainsi que ceux de tous les pays soumis au capitalisme.

Aussi la lutte de classes ne s'apaise-t-elle pas, comme le montrent la grève des mineurs en Angleterre, en 1926, la lutte armée des ouvriers de Vienne en juillet 1927.

En même temps, dans les pays coloniaux, la révolution chinoise se développe, une insurrection se produit en Indonésie, un mouvement révolutionnaire grandit aux Indes.

L'instabilité du capitalisme s'accroît à la suite de nouvelles inégalités dans le développement des pays capitalistes (les Etats-Unis se développent plus vite que les pays européens, le Japon plus vite que les Etats-Unis, la France plus vite que l'Allemagne, alors que c'était le contraire avant la guerre ; l'Angleterre piétine) ; et par suite du déséquilibre causé dans les échanges par l'excédent du commerce américain et la position financièrement créditrice des Etats-Unis.

Cela entraîne une aggravation des antagonismes entre les pays, capitalistes malgré toutes les conférences de paix, comme le montrent la concurrence acharnée que se livrent les Etats-Unis et l'Angleterre pour les matières premières et les marchés, les conflits entre les créiteurs américains et les débiteurs européens, la rivalité entre le Japon et les Etats-Unis dans le Pacifique, etc..

La stabilisation capitaliste n'était en réalité qu'une stabilisation partielle et provisoire, sans aucune solidité et qui préparait une crise économique plus grave.

Pendant ce temps, l'U.R.S.S. réalise les conditions politiques et matérielles qui vont lui permettre d'entreprendre la construction du socialisme : grâce à la victoire sur le trotskysme de la conception léniniste, soutenue par Staline, concernant la possibilité du socialisme en U.R.S.S. et grâce à l'augmentation de la production industrielle et agricole, dont le rythme dépasse déjà celui de tous les pays capitalistes.

Parallèlement, les partis communistes qui sont nés dans la période précédente se consolident intérieurement (élimination du trotskysme, des déviations petites-bourgeoises et sectaires).

En France notamment c'est, avec l'accession de Maurice Thorez à la direction du parti, le triomphe du courant prolétarien et léniniste et la défaite des cliques policières Celor-Barbé qui stérilisaient l'action du parti.

L'élaboration du premier plan quinquennal grâce au renforcement de

l'U.R.S.S. et la consolidation intérieure des partis communistes sont deux grands pas de plus faits sur le chemin du socialisme, et par conséquent les deux faits positifs qui marquent l'aggravation de la crise générale du capitalisme de 1923 à 1929.

3. 1929-1941. C'est une période de profonde aggravation de la crise générale, marquée par trois faits essentiels : le succès de la construction socialiste, le contraste criant entre les lignes de développement du socialisme et du capitalisme, et l'échec des cercles les plus réactionnaires de l'impérialisme pour réaliser un front d'agression unique du capitalisme mondial contre l'U.R.S.S.

Cette période est essentiellement celle de la victoire du socialisme, en U.R.S.S. et de sa progression dans la voie du communisme, grâce au succès des premier et deuxième plans quinquennaux et à la mise en application du troisième ; c'est celle du renforcement, à un rythme absolument inconnu jusqu'alors, de la puissance économique de l'U.R.S.S., qui, de pays arriéré et agricole, devient un pays industriel et d'avant-garde, qui met en application la Constitution stalinienne de 1936 et qui renforce son unité, sa cohésion et sa force de résistance à l'agression par l'élimination des éléments contre-révolutionnaires des cadres de l'économie et de l'armée.

Dans le même temps que l'U.R.S.S. supprime définitivement le chômage et les crises économiques, que sa production augmente à un rythme impétueux et qui ne connaît pas de ralentissement, le système capitaliste subit la plus terrible crise de surproduction de son histoire. Commencée aux Etats-Unis, la crise industrielle atteint tous les pays capitalistes sans exception et s'enchevêtre avec la crise agraire qui, elle aussi, n'épargne aucun pays et s'étend à toutes les branches de l'agriculture.

On compte en 1932, officiellement de 30 à 40 millions de chômeurs complets. Le capitalisme étale le spectacle odieux de ses destructions gigantesques (outillages jetés au rebut, bétail abattu, récolte de blé, de coton, de café brûlée), pendant que des dizaines de millions, d'hommes sont sous-alimentés.

Les courants commerciaux, péniblement et artificiellement rétablis dans la période de stabilisation, sont désorganisés : le marché international se disloque sous l'effet des contingentements, du dumping, de « l'autarcie » ; pas une monnaie ne résiste : la livre sterling abandonne la parité or ; le dollar lui-même est dévalué pour alléger la situation des débiteurs.

Tout le système bancaire américain s'effondre et n'est sauvé que par l'intervention de l'État. Enfin, après une courte et fragile reprise en 1936-37, la crise reprend en 1938.

Le développement des pays capitalistes contraste à nouveau avec la période antérieure : l'Allemagne, grâce au réarmement, accroît sa production industrielle, tandis que celle de la France décline ; la lutte pour les marchés prend une forme suraiguë. Les impérialismes les plus défavorisés dans le partage des colonies et des sphères d'exploitation exigent ouvertement un nouveau partage du monde.

La lutte des classes s'aggrave (manifestations de chômeurs, « marches de la faim » aux Etats-Unis, etc.). Le capitalisme ne peut sortir de ses contradictions que par le fascisme et une nouvelle guerre mondiale.

L'instauration de la dictature nazie, forme la plus achevée du fascisme, en Allemagne en 1933 marque le courant décisif vers la guerre, dont une série de guerres partielles (guerre du Japon contre la Mandchourie et la Chine, guerre d'Éthiopie, guerre d'Espagne) constituent le prologue.

Les cercles les plus réactionnaires de l'impérialisme auraient voulu réaliser une entente entre les différents groupes et États capitalistes pour écraser le pays du socialisme.

Mais leurs plans, malgré la non-intervention en Espagne, Munich et la « drôle de guerre », échouèrent à cause de l'opposition des forces démocratiques et de la politique des partis communistes, qui permirent la formation de Fronts populaires contre le fascisme et la guerre (journées de février 1934 en France) et à cause des oppositions d'intérêts entre les grandes puissances qui, d'accord sur la guerre contre l'U.R.S.S., ne l'étaient plus du tout pour le partage du butin.

La conséquence, c'est que l'impérialisme réussit bien à lancer l'Allemagne contre l'U.R.S.S., mais cette guerre ne se présenta pas du tout dans les conditions qu'il espérait.

D'abord l'U.R.S.S. avait pu profiter des dissensions entre ses adversaires pour briser l'encerclement (pacte germano-soviétique de non-agression et non-belligérance avec le Japon) et utiliser la période de répit ainsi gagnée pour hâter sa préparation militaire.

Ensuite, lorsqu'en 1941 la guerre mondiale entra dans sa phase décisive, l'Angleterre et les États-Unis se trouvèrent par la force des choses des « alliés » de l'U.R.S.S. : le front impérialiste était ainsi brisé.

Enfin et surtout, les cercles impérialistes anglo-américains ne purent empêcher que cette guerre, malgré ses causes purement impérialistes et les visées réactionnaires des Churchill et des Hoover, ne prît pour les peuples d'Europe et d'Asie et pour le peuple américain le caractère d'une guerre de libération contre le fascisme.

Ainsi la crise générale du capitalisme s'était à nouveau et considérablement approfondie.

B. – La deuxième période (1941-...)

Cette deuxième grande période de la crise générale comprend déjà plusieurs étapes :

1. 1941-46. C'est au cours de cette étape que se produit le changement qualitatif décisif qui marque le début de la deuxième période de la crise générale, c'est-à-dire le changement radical qui se produit en faveur du socialisme dans le rapport des forces entre les deux systèmes.

Cette brusque transformation est due à deux causes essentielles : d'une part, la défaite des pays impérialistes les plus agressifs soutenus par les réactionnaires de tous les pays capitalistes, la mise hors de combat des forces principales de la réaction fasciste internationale militante, et d'autre part, le rôle décisif de l'U.R.S.S. dans cette défaite.

Non seulement, l'État Soviétique ne s'est pas disloqué sous les coups de boutoir de l'impérialisme, mais l'Armée Rouge a écrasé, à elle seule, le gros des armées ennemies. L'U.R.S.S. n'a pas seulement remporté une victoire militaire, mais une victoire politique, morale et idéologique.

« L'importance et l'autorité internationale de l'URSS, constate Jdanov, se sont considérablement accrues par suite de la guerre. » Le système socialiste, qui n'avait plus à démontrer qu'il était viable (c'était chose faite depuis le succès des plans quinquennaux) avait encore à prouver sa supériorité dans l'épreuve décisive de la guerre.

Stalingrad et les offensives victorieuses de l'Armée Rouge ont prouvé définitivement la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste, en même temps que l'indestructibilité de l'État soviétique.

Les victoires de l'Armée rouge ont eu un certain nombre de conséquences d'une grande importance qui ont encore considérablement affaibli le système capitaliste et renforcé le système socialiste.

1. Toute une série de pays d'Europe centrale et sud-orientale se sont détachés de la sphère impérialiste. Cela signifiait, d'une part, une nouvelle réduction du champ d'exploitation capitaliste, donc un affaiblissement économique et politique du capitalisme des monopoles, et une aggravation de son instabilité et, d'autre part, la suppression du « cordon sanitaire », c'est-à-dire la disparition du réseau de bases d'agression établies aux frontières mêmes de l'U.R.S.S. et à proximité de ses centres vitaux, donc un affaiblissement stratégique de l'impérialisme.

2. Les forces démocratiques se sont considérablement accrues dans les pays capitalistes, par suite de l'augmentation de l'influence et de la puissance des Partis communistes et de la diminution corrélative de l'influence des partis socialistes réformistes.

Les Partis communistes qui, à la fin de la première guerre mondiale, n'étaient, en dehors de l'U.R.S.S., qu'à l'état embryonnaire, qui n'existaient pas dans de nombreux pays et qui, même à la veille de la deuxième guerre mondiale, n'avaient encore souvent qu'une influence limitée, sont devenus, dans de nombreux pays, comme en Italie et en France, des partis de masses puissants.

En 1917, le Parti bolchevik russe était le seul parti marxiste révolutionnaire existant au monde et il groupait seulement 240 000 membres. Après la deuxième guerre mondiale, il n'était plus un seul pays qui n'eût son Parti communiste formé selon les enseignements de Lénine et de Staline, et l'ensemble de ces partis totalisait plus de vingt millions de membres.

À la fin des hostilités, des communistes participent au gouvernement dans plusieurs pays capitalistes d'Europe occidentale, en France, en Belgique, en Italie et même en Amérique du Sud, au Chili.

3. La crise du système colonial commencée avec la première guerre mondiale s'est considérablement accentuée. En Chine, l'Armée populaire après ses victoires sur les envahisseurs nippons occupe d'importantes parties du territoire.

Une république populaire naît en Corée du Nord. Le Viet-Nam et l'Indonésie proclament leur indépendance. L'Inde la réclame. En Malaisie et en Birmanie, les forces populaires remportent de grands succès. En Afrique noire française, le Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) éveille pour la première fois à la conscience politique les masses indigènes.

La vague d'émancipation qui s'élève de nouveau, comme après l'autre guerre, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux atteint, grâce aux victoires de l'Armée rouge, une hauteur et une puissance qu'elle n'avait pas après 1918.

Les peuples des colonies ne veulent plus vivre comme par le passé. Les classes dominatrices des métropoles ne peuvent plus gouverner comme auparavant.

Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée (A. Jdanov : Rapport sur la situation internationale, conférence des Partis communistes et ouvriers, septembre 1947)

La situation générale du système impérialiste est encore aggravée par le degré d'instabilité extrême qui résulte non seulement du rétrécissement nouveau de la sphère du capitalisme, mais encore de la concentration de la puissance économique, politique et militaire aux Etats-Unis pendant cette période.

Seule puissance capitaliste à bénéficier intégralement de la guerre, ils en sortent plus puissants que tous les autres pays capitalistes réunis (pour les détails, voir : *Où va l'impérialisme américain*) et deviennent puissance dominante du camp impérialiste.

Cette situation nouvelle et l'aggravation des contradictions du capitalisme résultant de la guerre les entraînent dans une politique de domination mondiale, dont l'obstacle essentiel est la puissance de l'U.R.S.S.

Le système impérialiste, sous la direction de l'impérialisme américain, s'engage alors dans une lutte acharnée contre le secteur socialiste pour tenter de redresser la situation en sa faveur : d'abord par le moyen de la guerre « froide » (chantage atomique, pression diplomatique et économique sur l'U.R.S.S. et les démocraties populaires d'Europe, soutien des gouvernements et formations réactionnaires contre les forces démocratiques), ensuite par le moyen de l'agression militaire.

2. 1946-49. Cette étape voit l'échec complet de la « guerre froide » qui se termine par une véritable déroute de l'impérialisme, une nouvelle augmentation, non seulement relative mais absolue, des forces du socialisme. Le rapport des forces, déjà favorable au socialisme, se modifie à nouveau de façon considérable en sa faveur.

a) L'économie socialiste a liquidé rapidement les séquelles de la guerre ; le quatrième plan quinquennal a été mis en application et a connu un succès complet.

b) Les Etats-Unis ont perdu le monopole de l'utilisation de l'énergie atomique.

c) Les brèches pratiquées dans la forteresse capitaliste au cours de l'étape précédente ont été consolidées grâce au renforcement économique et politique des États démocratiques de l'Europe de l'Est et de la Corée du Nord.

d) Deux nouvelles et énormes brèches ont été faites : création de la République populaire de Chine et de la République démocratique allemande.

La crise générale s'est encore aggravée du fait :

a) du contraste entre les lignes de développement des pays du secteur socialiste et celles du secteur capitaliste, de l'orientation de ces dernières vers la crise

économique qui commence à se manifester aux Etats-Unis à la fin de 1948 et se développe au cours de l'année 1949 ;

b) de l'impuissance de la réaction européenne, poussée par l'impérialisme américain, à écraser les partis communistes d'Europe occidentale ;

c) de l'incapacité des États impérialistes européens à briser le soulèvement des peuples coloniaux au Vietnam, en Malaisie, en Birmanie ;

d) des difficultés grandissantes des pays capitalistes européens sous la pression du plan Marshall ;

e) du pourrissement accéléré de l'économie américaine soutenue par d'énormes dépenses de l'État (crédits extérieurs et armements) ;

f) de la détérioration accrue des échanges internationaux par suite du commerce unilatéral américain ;

g) de l'aggravation de toutes les contradictions internes du capitalisme, qui se traduisent déjà par l'orientation de l'impérialisme vers le fascisme et la guerre.

3. Avec les années 1949-50 commence une troisième étape : celle de la préparation ouverte, officielle, de la guerre contre l'Union soviétique et de l'intervention directe et non plus par personnes interposées, comme dans l'étape précédente, de l'impérialisme américain contre le secteur socialiste : la signature du Pacte Atlantique, nouveau Pacte Antikomintern, et d'agression de Corée sont les événements qui marquent le début de cette étape qui, dans la pensée des impérialistes américains, doit conduire à une troisième guerre mondiale.

La crise générale touche à sa fin

Que nous enseigne le développement de la crise générale ? Tout d'abord que la crise du système, à cause de la victoire de la Révolution d'octobre, est un phénomène permanent et qu'il s'agit d'une maladie insurmontable et inguérissable.

Ensuite et surtout que le mal fait des progrès de plus en plus rapides à mesure que les années passent. En particulier l'intensification de la crise générale à la suite de la deuxième guerre mondiale nous montre que les processus de développement du régime socialiste et d'écroulement du capitalisme vont en s'accéléralant.

La prise de conscience de cette accélération est d'une importance capitale pour la lutte du prolétariat, car seule elle permet de comprendre avec Maurice Thorez que « la paix aujourd'hui est comme suspendue à un fil », autrement dit apprend à ne pas sous-estimer le danger de guerre.

En même temps elle donne une confiance accrue à la classe ouvrière, en lui révélant que le rapport des forces est favorable au prolétariat ; elle décuple sa volonté de lutte, en lui prouvant que le règne de la bourgeoisie touche à sa fin.

L'histoire de la crise générale du capitalisme nous fait comprendre l'opposition fondamentale de l'impérialisme et du socialisme en face de la guerre. L'Union Soviétique et les démocraties populaires, convaincues que le passage du capitalisme au socialisme résulte des lois mêmes de l'évolution sociale, ne craignent pas, mais

désirent au contraire la coexistence et la confrontation pacifique des deux systèmes existant dans le monde : elles savent que cette rivalité pacifique permettra aux peuples de choisir librement, et en connaissance de cause, le régime le plus progressif.

Au contraire la peur de l'avenir et la nécessité du surarmement pour retarder une crise économique encore plus grave que celle de 1929 poussent les impérialistes aux aventures sanglantes.

Mais si les Impérialistes n'ont pas le désir d'une coexistence pacifique des deux systèmes, ils n'ont pas pour autant le pouvoir de déclencher, à eux seuls et sans le consentement de leurs peuples,, la catastrophe d'une troisième guerre mondiale. Dès à présent, en effet, les forces de paix sont, comme le prouve l'étude de la crise générale, objectivement supérieures aux forces de guerre et peuvent imposer aux impérialistes les plus agressifs, des relations pacifiques avec le secteur socialiste.

Pour faire de cette possibilité de paix une réalité, il suffit que la volonté des peuples vienne s'ajouter aux conditions objectives, que les centaines de millions d'hommes qui veulent la paix dans les pays encore soumis au capitalisme sachent s'unir et agir.

L'échec définitif des fauteurs de guerre ne dépend que de notre action, et cela dicte à chacun son devoir. ■

Ne pas voir la contradiction entre villes et campagnes, avec le covid-19 issu d'une mutation provoquée par le mode de production capitaliste, c'est ne pas comprendre que la crise générale du mode de production capitaliste n'est pas une « conséquence » d'une « cause », mais un phénomène dialectique.

Il y a ainsi deux axes essentiels pour saisir la seconde crise générale du mode de production capitaliste. Il faut combiner l'avant et l'après et les étudier de manière dialectique, en rejetant le principe de « cause » et de « conséquence ».

Il faut étudier le mouvement qui a fait que le mode de production capitaliste a atteint sa limite, ce qui signifie se tourner vers la question de la nature et notamment des animaux. Le mode de production capitaliste a cherché à contourner son incapacité à se valoriser en modifiant radicalement la réalité naturelle. La modification physiologique des êtres humains accompagne une utilisation systématique des animaux dans l'industrie afin d'ouvrir de nouveaux marchés, d'élargir les possibilités de satisfaction de la valorisation du capital.

De la même manière relève de « l'avant » l'effacement des valeurs conservatrices de la bourgeoisie devant le post-modernisme. La bourgeoisie ne prétend plus représenter des valeurs traditionnelles et même les fractions les plus agressives en son sein ne le font que symboliquement.

La bourgeoisie a totalement décliné et elle est tombée dans une décadence complète, avec le relativisme comme vision du monde. Il faut, bien évidemment, également étudier « l'après ». La crise générale du mode de production capitaliste connaît un nombre très important de modalités, qu'il s'agit de repérer, d'analyser (de manière non formelle), d'en saisir la substance.

C'est de la compréhension de cette substance que découle la capacité d'intervention révolutionnaires des communistes. ||||| **La seconde crise générale du capitalisme, Crise numéro 1, mai 2020**

La forme de la seconde crise générale du capitalisme

La première crise générale du capitalisme a été immédiatement violente, puisqu'elle a été marquée par la révolution d'octobre 1917 et des agitations révolutionnaires dans la partie orientale de l'Europe, puis à travers le monde, notamment en Chine.

La seconde crise générale du capitalisme, n'étant pas immédiatement accompagnée d'une révolution, étant inversement marquée par une intense activité étatique de soutien aux entreprises du moins dans les pays impérialistes, a une forme bien différente.

Cela ne veut nullement dire qu'il n'existe pas d'instabilité, comme en témoignent les heurts violents aux Etats-Unis au sujet de la question du racisme, montrant que c'est la nature même du régime qui est mis en question. De la même manière, l'orientation militariste agressive de la Turquie exprime une profonde instabilité interne, le régime ne se maintenant que par la fuite en avant.

Cependant, là où la première crise générale du capitalisme impliquait avant tout l'instabilité, surtout dans le contexte de la fin de la première guerre mondiale, la seconde crise générale du capitalisme ne semble pas bouleverser l'ordre établi.

Cela tient à la manière dont elle s'est exprimée et cela permet d'y voir plus clair sur la première. On sait que dans l'Internationale Communiste, on s'était posé la question de savoir s'il fallait considérer que la première crise générale du capitalisme avait comme aspect premier la guerre mondiale ou la révolution d'Octobre 1917. On a il semble la réponse en regardant la seconde crise générale du capitalisme.

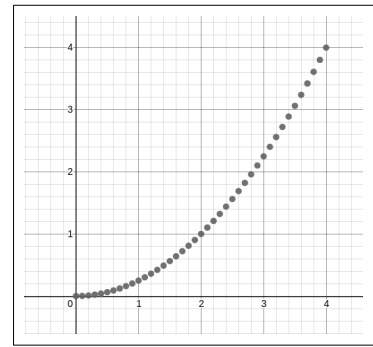
En effet, celle-ci s'est exprimée, dans son aspect premier, sous la forme d'une crise sanitaire. C'est là quelque chose de tout à fait évident, d'une portée immense si l'on saisit la contradiction villes-campagnes, le rapport aux animaux. La vie quotidienne a été bouleversée, déchirant les circuits traditionnels du capitalisme.

On peut dire, de ce fait, que c'est la guerre mondiale qui a été l'aspect premier de la première crise générale, car elle a pareillement déchiré les circuits traditionnels à l'époque. C'est seulement si l'on voit les choses ainsi qu'on comprend que le socialisme a, en Russie, été la réponse à la crise, par un dépassement historique, ce qui implique toute une période de construction, montrant que Staline avait raison et non Trotsky.

La révolution n'est pas un événement séparé de la crise, instaurant quelque chose d'isolé du passé, mais née de ce passé même, de manière contradictoire. L'URSS socialiste de l'époque de Staline formait à ce titre la véritable proposition stratégique de réponse à la première crise générale du capitalisme.

Essayons de schématiser cela, afin de saisir de manière meilleure les contradictions en jeu et leurs tendances. On aura ainsi une réponse à la question de la forme que prend la crise générale du capitalisme, avec toutes les implications en découlant.

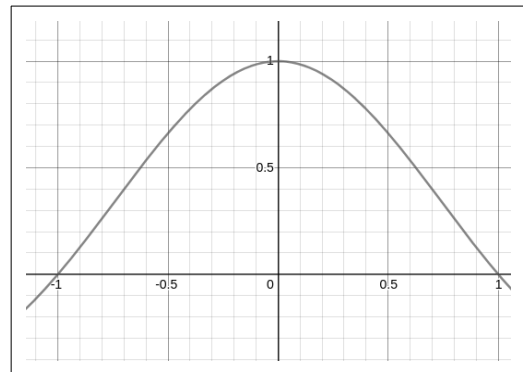
Si l'on prend le capitalisme, celui-ci connaît normalement une croissance, une élévation des forces productives. On peut, pour simplifier, dire que cela ressemble à quelque chose comme cela.



Naturellement, la bourgeoisie pense que cette croissance est éternelle, qu'elle a d'ailleurs toujours existé, qu'elle tend à être linéaire.

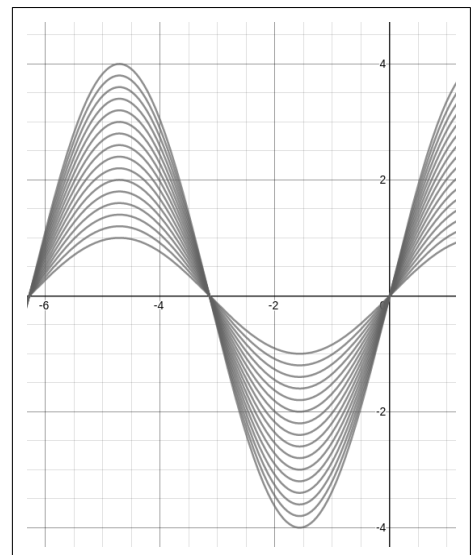
En réalité, le processus est contradictoire, limité à une période historique. La bourgeoisie est prisonnière du processus à laquelle elle participe, d'où d'ailleurs son terrible désarroi face à une crise qui, par définition, ne peut pas avoir de place dans une telle conception du monde.

Maintenant, si l'on prend l'irruption de la crise, on obtient alors quelque chose comme cela, si on se limite artificiellement au capitalisme.



Il y a un recul de l'activité, le capitalisme ne parvient plus à relancer les cycles de production et de consommation de manière suffisamment ample. Il y a surproduction de capital et surproduction de marchandises, et paradoxalement une asphyxie de l'économie, qui profite aux monopoles qui exercent un pouvoir toujours plus tyrannique, coupé des exigences capitalistes traditionnelles.

Le capitalisme tente évidemment de faire redémarrer le processus. Il le fait en forçant sur la rationalisation, en accentuant l'exploitation, etc. Cependant, le capitalisme est né sur le terrain national – lui-même permettant l'émergence des nations – et le monde est donc fragmenté en pays différents, dont les Etats expriment des intérêts capitalistes finalement antagoniques.



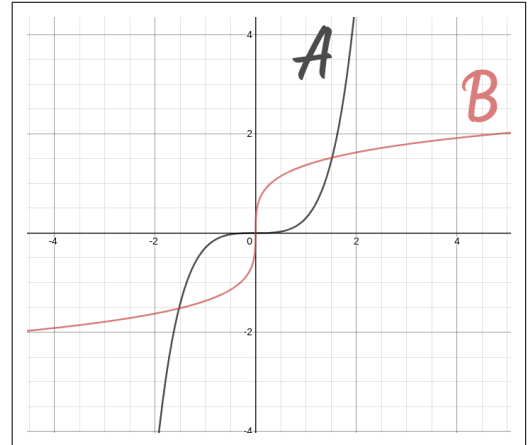
Comme il y a donc non pas un capitalisme en général mais des puissances capitalistes en contradiction, il est plus juste de schématiser ainsi les espoirs de chaque puissance capitaliste.

Chaque puissance espère séparément parvenir à la relance du capitalisme qu'elle exprime. Cela aboutit de fait à un schéma absurde où l'on a une relance du capitalisme, ce qui n'est pas possible, ainsi qu'une relance parallèle. Il va de soi que cette conception parallèle ne dure qu'un temps, voire n'est pas présente, la compétition pour le repartage du monde prenant le dessus.

Regardons maintenant les choses du point de vue du socialisme.

Au sens strict, le capitalisme aboutit au socialisme et on peut imaginer deux cas de figures : une récupération aisée et une croissance immédiatement puissante conforme au puissant développement des forces productives effectué (A)...

Ou bien une récupération plus complexe due à un développement somme toute lui-même contradictoire et nécessitant une réorganisation approfondie (B).



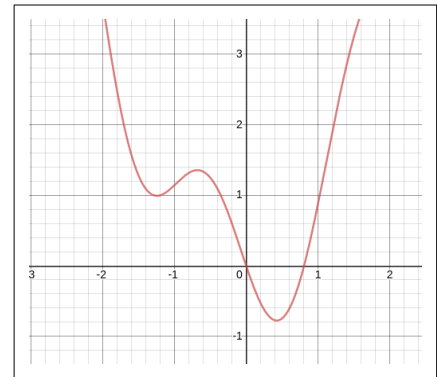
On trouve ici à l'arrière-plan la question de savoir si les forces productives ont une nature idéologique ou non ; Ibrahim Kaypakkaya pense que non, il semble pourtant que le maoïsme tende à considérer que oui. C'est cependant ici une question secondaire.

À quoi ressemble justement le schéma pour les forces productives et leur développement ?

Au sens strict, il y a un recul des forces productives, puis une remontée avec le socialisme.

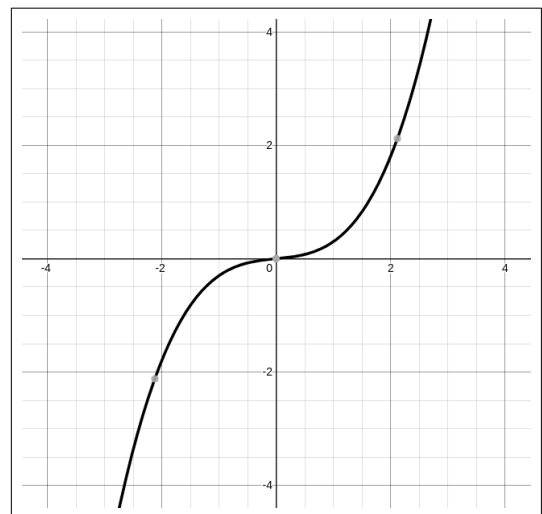
Il va de soi qu'on ne saurait s'en tenir à cet aspect, car sinon on perd la question qualitative, résumant celle-ci à une reprise de la dimension quantitative.

Cela rejoint d'ailleurs la question de la forme de la récupération du capitalisme par le socialisme.



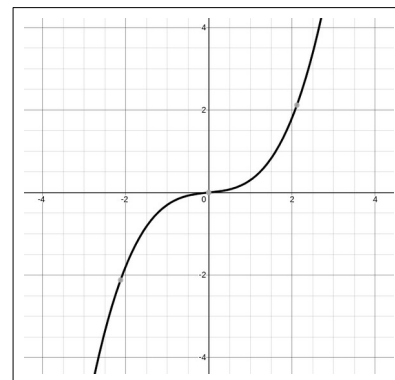
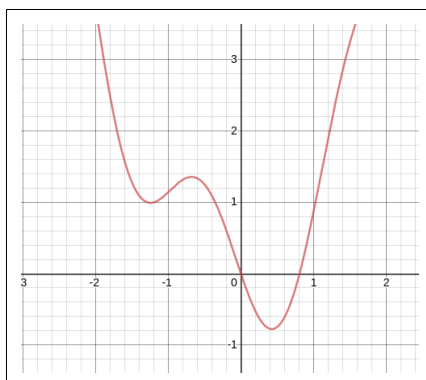
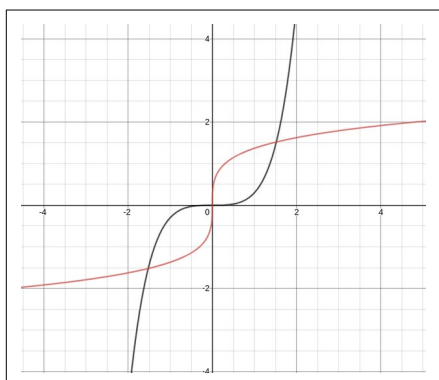
Inversement, la contradiction capitalisme / socialisme est plus facile à représenter. Sur le plan historique, le schéma doit ressembler à quelque chose comme cela pour l'opposition mode de production capitaliste / mode de production socialiste.

Le mouvement est, pour ainsi dire, continu, avec cependant un passage sur un autre socle. Il y a un saut dans le mode de production.



L'un répond à l'autre, on peut parler de miroir ou plutôt de miroir inversé.

On a donc trois cas de figures pour la « forme » de la crise générale du capitalisme : la forme prolongement plus ou moins en rupture, la forme relance des forces productives, la forme antagonisme capitalisme / socialisme.



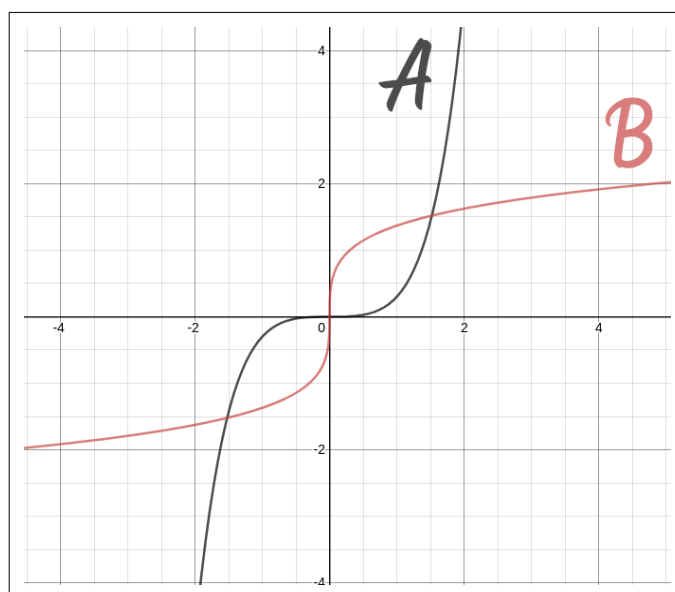
Il va de soi que les trois sont vrais, mais qu'en même temps, la dialectique exige qu'on en conserve que deux. Soit il manque un schéma, soit un des trois se résume à l'un des deux autres.

On a cependant également une autre option, puisque le premier schéma présente une récupération du capitalisme facile et une autre plus compliquée.

On peut considérer que ces deux schémas coexistent dialectiquement, que l'un relève d'un des deux autres schémas, tout comme l'autre.

Seulement voilà, le problème est le suivant. À quoi correspond le parcours B, où le capitalisme connaît une évolution qui se transforme naturellement en socialisme, avec un mouvement de puissance relative tant dans l'arrivée à la transition qu'après ?

S'agit-il de l'intégration des forces productives dans le nouveau mode de production ? Ou bien cela reflète-t-il le remplacement-écrasement du capitalisme par le socialisme, comme lorsqu'on efface un disque dur d'un ordinateur pour y mettre un nouveau système d'exploitation ?



Pareillement, à quoi ressemble le parcours A, où la croissance est puissante, tout comme le mouvement y aboutissant. Est-ce la crise du capitalisme, qui amène un socialisme un expansion ? S'agit-il des forces productives considérées sur une grande échelle ?

La réponse réside bien entendu dans la définition des coordonnées cartésiennes ici présentes. Il est évident qu'un axe représente le temps, l'autre l'espace.

On a maintenant la réponse à la question, car la crise générale du capitalisme est une contraction dans le mouvement, une contraction permettant au mouvement de former un saut qualitatif.

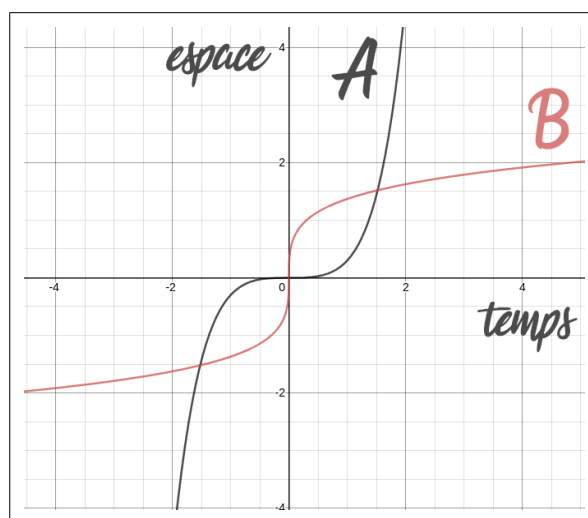
Si cette contraction parcourt rapidement le temps lors de la transition (comme dans B), alors l'expansion est dialectiquement lente ensuite. Cela répond à la loi de la contradiction : l'accélération a comme réponse la décélération, la rapidité la lenteur, etc.

Ou, si l'on veut : le temps étant de l'espace en mouvement, un mouvement rapide signifie qu'il y a eu beaucoup d'espace en mouvement, ce qui exige inversement une ré-accumulation d'espace. Ou encore : la loi de l'inégalité de développement impose un déséquilibre.

Si cette contraction parcourt lentement le temps lors de la transition (comme dans A), il y a pour ainsi dire de la matière en réserve et par conséquent une croissance d'autant plus marquée par la rupture qualitative.

Pour prendre des exemples historiques, le schéma A semble correspondre au (très long) passage du mode de production esclavagiste ou mode de production féodal. Il y a eu à un moment une pointe d'accélération avec un processus de monarchie, de monarchie centralisée, de monarchie absolue. Le schéma B semble lui correspondre au passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste, avec à un moment une accélération au sein d'un développement stable pendant toute une longue période.

On peut alors faire l'hypothèse de travail que la première crise générale du capitalisme répond au schéma B, que la seconde crise répond au schéma A. Il y a ici toute une réflexion à faire sur l'emboîtement des périodes et des mouvements les uns dans les autres. ■



Crise

Analyse de la seconde crise générale du mode de production capitaliste

depuis mai 2020

EN PDF TÉLÉCHARGEABLE